

## LA SCIENCE ET LA QUESTION VITALE DE LA REVOLUTION mars 1870

*Nauka i nasushtchenoe revoljucionnoe delo*, Genève, 1870

traduction: *Archives Bakounine*, t. V, [Tome 6, éd. Champ libre] éd. par Arthur Lehning, Leyde, 1974, pp. 265-298

[Tentative d'établir des sections dans ce texte qui n'en comporte d'une de Bakounine lui-même (en italique).

Ceux qui pensent ou qui s'occupent aujourd'hui en Russie des questions politiques et sociales se divisent en deux catégories p. 1

Pourquoi, dans l'Etat, 200.000 individus peuvent-ils impunément en exploiter 70 millions? P. 5

*Le manque d'organisation, la difficulté de se concerter et de s'entendre* p. 9

La conception des doctrinaires révolutionnaires et des positivistes p. 12

Abordant l'analyse des diverses forces sociales sur lesquelles repose la puissance de notre gouvernement, p. 14]

Dans le premier numéro du "*Narodnoe Delo* [la cause du peuple]", le seul auquel j'ai pris part et qui est presque tout entier de moi<sup>1</sup>, j'ai tâché de définir ce qu'est *aujourd'hui* la science par rapport au peuple. Je veux maintenant dire quelques mots sur ce qu'est cette même science par rapport à la jeunesse révolutionnaire actuelle.

Dans le *Narodnoe Delo* je me suis efforcé de démontrer, et je crois avec succès, que quelle que soit l'immense valeur qu'aura la science pour le peuple dans la période post-révolutionnaire, à l'heure présente, c'est-à-dire avant la révolution qui le mettra debout et lui donnera la possibilité réelle de s'instruire, elle n'a pour lui absolument aucun sens; elle lui est tout bonnement inaccessible et inutile. Le gouvernement comprend trop bien l'intérêt de l'Etat pour ouvrir aux masses les portes de la science vivante et libératrice. Quant à la science morte, à la science frelatée dont l'unique objet est d'introduire dans le peuple tout un système de fausses notions et conceptions, elle serait pour ce dernier proprement funeste; elle lui inoculerait le virus social officiel et de toute façon le détournerait, du moins pour un temps, de ce qui est aujourd'hui l'unique chose utile et salutaire: la révolte.

J'en ai tiré la conclusion que ceux qui, dans les dits milieux et dans les conditions actuelles pérorant sur l'instruction du peuple sont soit de simples rêveurs ou phraseurs, soit, ce qui est pis, des fumistes, des exploiters, bref des ennemis du peuple.

Pour tout esprit honnête cela doit être clair. Aussi bien, laissons de côté cette question comme étant déjà réglée, et passons à l'autre: *qu'est-ce que la science par rapport à la jeunesse révolutionnaire?*

Il y a deux mois, j'ai rédigé un "Appel aux jeunes frères" où je félicitais la jeunesse de ce que le gouvernement la refoule des universités et des grandes écoles dans le Peuple. Que de reproches me suis-je attiré de différents côtés pour avoir eu l'audace d'exprimer franchement cette idée. Je ne parle pas seulement de la colère légitime de ceux qui font partie des sphères officielles ou encore des *personnes convenables* qui forment chez nous la gent littéraire patriotique. Mériter et provoquer la colère de *ces* messieurs sera toujours un très grand honneur pour moi; et s'il m'arrivait, ne fût-ce qu'une fois, sans le vouloir, de m'attirer de leur part la moindre approbation, j'en éprouverais autant d'amertume que de honte.

Mais parmi ceux qui ont blâmé mon appel, il s'en trouve un assez grand nombre qui appartiennent à des milieux plus près de moi et dont les conceptions théoriques ne sont pas très différentes des miennes, mais dont les idées en ce qui concerne l'action pratique, sont par contre nettement opposées à ma façon de voir. Pour être plus clair j'ajouterai ceci:

**Ceux qui pensent ou qui s'occupent aujourd'hui en Russie des questions politiques et sociales se divisent en deux catégories:** les uns veulent, ou croient vouloir, toutes les réformes, améliorations, affranchissements ou progrès possibles et imaginables en faveur de notre malheureux peuple écrasé, mais cherchent à obtenir tous ces biens par la voie étatique; ils blâment presque toujours ou vilipendent fréquemment le gouvernement, tel ou tel ministre, voire même le souverain, mais en même temps ils pensent que l'Etat est le meilleur et même l'unique moyen pour le peuple d'atteindre ses buts et de réaliser ses idéaux; et c'est pour cette raison qu'ils mettent partout et toujours au premier plan la prospérité et la puissance de l'Etat, seul fondement possible, selon eux, du bien du peuple. D'autres au contraire, en sont arrivés à cette conviction que l'Etat, par sa nature et par sa forme est à ranger avec l'Eglise parmi les choses les plus viles et

---

<sup>1</sup> En ce qui concerne les autres numéros, je suis obligé de dire que je n'y ai pris et ne pouvais y prendre aucune part, car je ne suis d'accord ni dans la forme ni dans le fond avec leur contenu (Note de Bakounine).

les plus néfastes engendrées par l'ignorance et la servitude historiques de notre peuple, et qu'en général tout Etat, et particulièrement l'Etat panrusse non seulement entrave mais étouffe en germe toute possibilité de bien-être et de liberté des masses populaires. S'appuyant sur cette conviction, ils pensent que pour affranchir notre peuple il faut détruire complètement l'Etat panrusse.

A la première catégorie appartiennent les *réformistes-étatistes*; à la seconde les *révolutionnaires*.

Pour ma part, je suis persuadé que c'est perdre son temps que de causer avec les *étatistes*, aussi libéraux soient-ils en apparence. Qu'ils soient par nature, en apparence ou en fait, des coeurs sensibles ou généreux, voire des humanitaires, ils sont voués, par une implacable logique, à la bassesse, à la férocité, car aucun Etat, à plus forte raison l'Etat panrusse, ne saurait sans bassesse et sans férocité exister ou résister fût-ce qu'une année. La route que suivent les *étatistes* les mène directement, sinon à l'abandon de toute activité, du moins à la *Muravievshchina*<sup>2</sup>].

Quant aux *révolutionnaires*, c'est une autre affaire: on peut et on doit causer avec eux. Mais les *révolutionnaires* se divisent eux aussi en deux catégories: les *doctrinaires* et les *partisans de l'action pratique et quotidienne*.

J'appelle *révolutionnaires doctrinaires* ceux qui sont venus à la conception révolutionnaire et à la conscience que la révolution est indispensable non par ce que la vie leur a enseigné, mais par ce qu'ils ont lu dans les livres. Chez d'autres, d'esprit moins grave mais par contre plus dramatique ou orgueilleux, la lecture de l'histoire des révolutions passées a échauffé l'imagination juvénile: l'exemple des grands héros de la révolution leur donne envie d'être aussi des héros, ou du moins d'en avoir l'air. Ils rêvent de révolutions violentes dans lesquelles ils seraient loin, cela va sans dire, de jouer le dernier rôle, de combats sur les barricades, de terreur, de décrets sauveurs promulgués par eux; et eux-mêmes ont le frisson rien qu'à l'idée de ce qu'ils seront terribles. Ces gens-là se divertissent en jouant innocemment à la révolution. Toujours remplis d'orgueil et même de vanité, ils sont au début de leur carrière, relativement sincères; confondant l'exaltation de la jeunesse avec la chaleur du coeur, la phrase ronflante avec la pensée et prenant l'ardeur du tempérament pour de l'énergie et de la volonté, ils commencent d'ordinaire par croire sérieusement en eux-mêmes. Puis leur enthousiasme s'attédie, mais le vide de la pensée et l'habitude de l'emphase ne les quittent pas; et finalement ils deviennent des bateleurs et des phraseurs incorrigibles.

Avec ces gens-là toute discussion est inutile. Ils n'ont que faire de la cause et ne s'intéressent qu'à eux. Tout en parlant sans cesse au nom du peuple, ils ne se sont jamais souciés de lui ni ne veulent rien savoir à son sujet. Pour eux, le peuple n'est qu'un prétexte, un marchepied, un tremplin, une masse insensée et inerte qui attend d'eux et d'eux seuls la vie, la pensée, le bonheur et la liberté. Ils se croient faits pour être dictateurs et pas un instant ils ne doutent que le peuple marchera sous leur houlette comme un vulgaire troupeau. Leur constante fatuité leur fait perdre la tête. Ni les faits ni les événements, aussi importants soient-ils, ne peuvent les empêcher de ne penser qu'à soi; en toute chose ils ne voient qu'eux. Laissons-les s'admirer tant qu'ils voudront et détournons-nous de ces gens-là.

Il est des *doctrinaires* plus sérieux: ceux qui sont venus à la conscience révolutionnaire non par fantaisie personnelle ou par orgueil, mais par un effet profond et objectif de la pensée, par une étude sérieuse de l'histoire et de la condition actuelle du peuple. Ceux-là savent et sont capables de vous démontrer on ne peut mieux pourquoi aujourd'hui tout homme digne de ce nom doit être un révolutionnaire. Et, chose étrange! sachant cela si bien ils deviennent rarement ou au prix de difficultés sans nom de vrais révolutionnaires. Comment l'expliquer?

Selon moi, l'explication est aisée. Ils ont été amenés à la conscience révolutionnaire non par la vie, mais par la pensée en dépit de leurs conditions d'existence. Comparée à la vie insupportable de millions de gens, la leur est bonne et facile. Même la réalité étatique si dure et si cruelle pour le peuple, les touche d'une façon beaucoup plus amène et plus douce. Leur vie se heurte assez rarement à des circonstances, à des faits de nature à susciter chez l'individu une haine irréductible et un inlassable besoin de détruire. Leur passion révolutionnaire est surtout abstraite, cérébrale, et n'est que rarement sérieuse.

Certes il est pénible et fréquemment insupportable à tout homme intelligent et généreux de vivre dans un monde si vil, si vulgaire, si féroce, et d'être tous les jours témoin du mensonge le plus criant et le plus odieux. Mais à quoi l'individu ne se fait-il pas? Même le sentiment de révolte s'émousse quand l'ignominie devient une chose chronique et générale. Seule l'humiliation qu'on subit soi-même est mortelle; quant aux humiliations qui frappent les autres, on peut s'en accoutumer.

Enfin, si on n'en peut plus, on a la ressource d'aller prendre l'air à l'étranger ou de se réfugier dans le temple sacré et éternellement jeune de la science, des arts, de l'amitié, de l'amour; ou encore de se consacrer à une innocente coopérative ou bien de s'installer confortablement dans sa propre existence.

---

<sup>2</sup> À la façon de Mouraviev, sabreurs des insurgés polonais

Quant à la conscience, si elle se révolte ou se refuse à de tels accommodements, on peut la tranquilliser par des arguments dans le genre de ceux-ci: "La réalité n'est vraiment pas belle, mais elle est puissante; et contre elle, nous ne pouvons rien. Sa puissance ne réside pas dans l'arbitraire d'un tel ou de tel autre, mais dans un ensemble de menus faits ou de phénomènes sociaux, de tendances ou de dispositions d'esprit diverses dont elle est le produit et l'expression la plus complète. Elle est la conséquence fatale de tout ce qui vit et agit dans la société; ce qui veut dire qu'aucune force individuelle n'est en mesure de la détruire; et il serait ridicule qu'une ou plusieurs personnes veuillent le tenter. Si telle est la réalité, à savoir qu'elle produit d'elle-même, des tsars tels qu'Alexandre II, des ministres et des hommes d'Etat comme ceux de notre temps, nous devons, que nous le voulions ou non, nous incliner devant l'impérieuse nécessité contre laquelle toute velléité de révolte serait puérile. Si même nous arrivions à supprimer Aleksandr Nikolaevi... avec toute la famille impériale et tous ses fabricants de miracles, ses archanges et ses anges gardiens, d'autres du même acabit, et peut-être pires, ne tarderaient pas à prendre leur place. Ils ne sont pas la maladie, mais ses symptômes, comme un pou sur une tête sale n'est que le résultat de la malpropreté, ou une plaie purulente, l'effet d'une lésion indépendante de cette plaie.

"Voulez-vous qu'à l'avenir de tels tsars et ministres ne soient plus possibles? Ne vous occupez pas d'eux. Et sans user vos forces dans des révoltes stériles, consacrez-les exclusivement à la transformation du milieu social qui, sous la forme de parasites ou de plaies purulentes, engendre de tels monstres. Nous agirons sans répit et l'oeil bien ouvert, mais rationnellement, prudemment et gardant notre sang-froid, sans attendre de grands résultats du jour au lendemain, nous contentant de l'idée que nos efforts prépareront un ordre social rationnel pour les générations futures. - Que ferons-nous? Renonçant à toute activité politique et à toute fonction publique qui, pour nous, sont à l'heure actuelle, dans le sens progouvernemental aussi bien qu'antigouvernemental, absolument impossibles, nous nous consacrerons à l'étude et à la propagande active par l'écrit, la parole et l'action, des idées sociales parvenues aujourd'hui à maturité: nous formerons des cercles littéraires et sociaux ou des sociétés coopératives ayant pour objet la science, le travail et les conditions d'existence. - Avant tout nous avons besoin de lumières, le plus possible de lumières! La plupart des nôtres sont des ignorants; nous avons besoin de beaucoup apprendre et de tout étudier avant de penser à transformer pratiquement la société. Ainsi nous nous instruirons et nous aiderons les autres à s'instruire. Nous donnerons de l'instruction à ceux qui n'en ont pas et nous viendrons en aide aux pauvres gens. - De cette façon, nous formerons en peu de temps une phalange de jeunes militants intègres sachant ce qu'ils veulent, ce qu'ils peuvent vouloir et à quoi ils aspirent. Bien entendu, dans nos cercles, le principal objet des études sera la Russie, son histoire et son état actuel. Nous parlons tous d'elle, chacun veut l'affranchir et personne ne la connaît ni ne sait ce dont le peuple a réellement besoin, ce qu'il veut et où la fatalité historique le conduit. Mais quand nous connaissons vraiment le peuple, son passé et son présent, alors nous pourrions aisément prévoir son avenir; et cet avenir connu, nous nous lancerons dans l'action avec notre savoir et la foi inébranlable qu'il nous inspirera; alors nous serons tout-puissants, d'autant plus qu'il est probable qu'à ce moment la conscience du peuple sera mûre, cette maturité allant aujourd'hui beaucoup plus vite qu'auparavant. En fin de compte, en nous consacrant à notre propre instruction, nous pourrions hâter plus ou moins cette maturité. Malgré tous les obstacles que le gouvernement dresse devant nous, nous sommes en mesure de développer notre propagande même dans le peuple par l'intermédiaire des maîtres d'école ruraux, par des brochures à la portée de tous et au moyen de coopératives artisanales, masculines et féminines, d'écoles rurales, voire par la filière des zemstvos. Sans doute le gouvernement entravera-t-il chacun de nos pas et les journaux des - Katkov, des Skarjatine et autres feuilles bien-pensantes, sans parler des pourceaux et des benêts de la noblesse - et ils sont légions! - nous calomnieront, nous dénonceront, nous traqueront impitoyablement. Mais si nous sommes nombreux, si de nos phalanges pacifiques, tournées vers un seul et même but, nous couvrons toute la terre russe, et si, soutenus par l'idée qui nous sert d'étoile polaire, nous marchons du même pas en nous appuyant les uns sur les autres, sur la loi et sur notre droit incontestable, nous vaincrons tous nos adversaires et tous les obstacles; nous serons plus forts que le gouvernement et alors nous pourrions enfin *penser* au peuple et au moyen d'éveiller sa vie".

Voilà ce me semble exposé, dans toute son ampleur, le programme de nos bons doctrinaires. Il y a là une pensée lucide et un acte de courage. Il n'y manque que la réalité, une base réelle, un véritable champ d'action, la vie. Pour démolir une fois pour toutes ce système, dernier rempart d'un doctrinarisme à demi-honnête - nul doctrinarisme ne saurait l'être complètement - j'en reprendrai l'argumentation point par point; et afin de ne pas m'écarter de mon sujet, je prendrai mes preuves et mes exemples de préférence dans la réalité russe, étatique et sociale. Donc, après m'être incliné à la manière russe, dans les quatre sens, j'engage le combat contre ce monstre moderne, le doctrinarisme, qui en Russie, engloutit tant de forces vives et mène à leur perte tant de jeunes.

J'admets volontiers son premier point, à savoir que la réalité, c'est-à-dire l'ordre politique, civique et

social à l'heure actuelle et dans tout pays, est la somme, ou plutôt le résultat de la lutte, des conflits, de l'anéantissement mutuel, de la domination et en général de la conjonction et de l'action réciproque des diverses forces qui au-dedans et au-dehors agissent dans ou sur ledit pays. Qu'en découle-t-il? Premièrement que la transformation de ces régimes sociaux ne peut se faire, et ne s'accomplit jamais autrement, que par une modification profonde de l'équilibre entre les forces qui se manifestent dans la société donnée.

Afin de résoudre l'importante question de savoir comment ont été modifiés tout au long de l'histoire les équilibres ou les régimes établis, ou comment les uns et les autres peuvent l'être aujourd'hui, examinons de plus près la nature des forces sociales.

De même que dans le monde organique ou inorganique tout ce qui vit, ou tout simplement existe mécaniquement, physiquement ou chimiquement dans quelque mesure que ce soit, influe sur tout le milieu environnant, de même dans la société, l'être humain le plus infime représente une minuscule fraction de la force sociale. Il va de soi que si l'on prend cette petite fraction en l'isolant complètement des autres, elle sera, comparée à l'ensemble des forces sociales, presque égale à zéro. Aussi bien, si j'étais seul et que je veuille, sans liens avec qui que ce soit, transformer le régime existant simplement parce qu'il ne me plaît pas, et que je sois le seul à qui il déplaît, je serais un idiot.

Si nous nous groupions à dix, vingt ou trente dans le même dessein, ce serait déjà plus sérieux, quoique loin d'être suffisant pour atteindre le but, en admettant que celui-ci par sa nature ne soit pas trop limité ou infime. L'effort commun de quelques dizaines d'individus est beaucoup plus efficace que tout effort individuel, non seulement parce que la force de plusieurs unités est toujours plus grande à celle d'une seule (dans une société composée de millions d'individus, la somme de quelques dizaines de petites fractions comparée à l'immense somme des forces sociales est elle aussi presque égale à zéro), mais aussi parce que lorsqu'une dizaine, ou même davantage, d'individus conjuguent leurs efforts pour atteindre un but commun, une nouvelle force se constitue entre eux qui dépasse et de loin la simple somme arithmétique des efforts individuels de chacun. En économie politique, ce fait a été pour la première fois observé par Adam Smith et attribué à l'action naturelle de la *division du travail*. Or, dans le cas que j'examine, ce n'est pas seulement la division du travail qui agit, c'est-à-dire engendre une nouvelle force, mais aussi, et dans une proportion plus grande encore, *l'union* et ce qui la complète nécessairement: l'élaboration d'un plan d'action, puis la meilleure *répartition possible et l'organisation systématique ou réfléchie de forces peu nombreuses* conformément au plan établi.

En effet, depuis que l'histoire existe, dans tous les pays, même les plus civilisés et les plus éclairés, toute la somme des forces sociales se divise en deux grandes catégories foncièrement différentes l'une de l'autre et fréquemment, on peut même dire presque toujours, antagoniques, à savoir: la somme des forces inconscientes, instinctives, traditionnelles, pour ainsi dire spontanées et à peine organisées, quoique pleines de vie, et la somme incomparablement plus petite des forces conscientes, conjuguées, délibérément associées, agissant selon un plan donné, et systématiquement organisées d'après ce plan. Dans la première catégorie entrent les millions et les millions d'individus qui constituent la masse du peuple, voire sous bien des rapports, la majeure partie des catégories sociales cultivées ou privilégiées, et enfin toute la couche inférieure de la caste bureaucratique et l'armée, quoique ces castes, la couche bureaucratique et l'armée, par leur nature et les avantages qu'elles tirent de leur situation, ou en raison de leur organisation rationnelle plus ou moins systématique, appartiennent en fait à la deuxième catégorie, dont le gouvernement forme évidemment le centre. Bref, la société est divisée en une minorité composée d'exploiteurs et en une masse immense plus ou moins sciemment exploitée.

Il va sans dire qu'il n'est pas possible de séparer par une ligne très rigide un monde de l'autre. Dans la société, comme dans la nature, les forces les plus antagoniques finissent sur leurs limites par se confondre. Mais on peut dire que chez nous, par exemple le peuple de la campagne et les petits bourgeois sont les typiques représentants de la masse exploitée. Sur eux se superposent un certain nombre de couches sociales qui, plus elles sont rapprochées du peuple, plus elles font partie de la catégorie exploitée (et moins elles-mêmes exploitent le peuple) et plus elles en sont éloignées, plus elles se rangent dans la catégorie des exploitateurs et moins elles ont à souffrir de cette exploitation.

C'est ainsi que chez nous, dans les campagnes, les koulaks se superposent sur la paysannerie et la petite bourgeoisie, dans les villes, les marchands et leurs guildes - qui indubitablement exploitent le peuple - mais sont à leur tour exploités de la même façon que le peuple par les gros marchands, le clergé, la noblesse et par-dessus tout par les sphères gouvernementales du haut en bas de l'échelle. On peut en dire autant du bas clergé, mangé lui aussi par le haut clergé, ainsi que de la petite noblesse, voire aujourd'hui de la moyenne noblesse de plus en plus refoulée, d'une part, par les grands propriétaires terriens d'origine marchande, et de l'autre, par l'aristocratie bureaucratique et celle de la cour. La bureaucratie elle-même et l'armée forment le plus étrange mélange de passivité et d'activité dans l'exploitation venant de l'Etat; bien entendu, plus on est

bas, plus on est passif; plus on est haut, plus l'activité déployée revêt un caractère conscient.

En haut de l'échelle se tient le groupe peu nombreux des exploiters les plus fieffés et les plus conscients: les hautes sphères gouvernementales, c'est-à-dire en premier lieu Sa Majesté l'Empereur et toute son auguste maison, puis sa cour, ses ministres, ses aides de camp généraux, ses officiers d'ordonnance, tous les dignitaires de l'armée, de l'administration, du clergé et, dans leur voisinage, les hauts personnages de la Finance, de l'Industrie, du Négoce qui, avec la permission du gouvernement et sous sa protection, dévorent toute la richesse, ou plutôt toute l'indigence du peuple.

Telle est, ce me semble, l'exacte classification du monde russe. Voyons maintenant quel est le rapport quantitatif de ces trois catégories sociales. Sur les 70 millions d'habitants de l'Empire, la part de la catégorie inférieure composée uniquement d'exploités est d'au moins 67, voire 68 millions. Celle des exploiters fieffés et conscients, c'est-à-dire les plus malveillants, ne dépasse pas trois, quatre mille, disons dix mille. Reste deux à trois millions pour la catégorie intermédiaire composées d'individus qui sont en même temps, quoique à des degrés différents, exploiters et exploités. Cette catégorie peut être divisée en deux branches: d'une part, l'immense majorité de ceux qui sont plus exploités qu'exploiteurs, de l'autre, la minorité de ceux qui sont peu exploités et plus ou moins consciemment exploiters; si nous rattachons cette dernière branche à la catégorie des exploiters fieffés et conscients, nous voyons que sur 70 millions d'habitants, il y a au grand maximum 200.000 exploiters authentiques et féroces, de sorte qu'à chaque exploiteur revient environ 350 exploités.

On demandera: comment ce rapport monstrueux a-t-il pu se former? **Pourquoi, dans l'Etat, 200.000 individus peuvent-ils impunément en exploiter 70 millions?** Est-ce possible que dans ces 200.000 exploiters il y ait plus de force physique ou plus d'intelligence naturelle que dans les autres 70 millions? Il suffit de poser la question pour y répondre par la négative. Ne parlons pas de la force physique; quant à l'intelligence naturelle, si vous prenez dans le peuple les premiers 200.000 individus qui vous tomberont sous la main et que vous fassiez une comparaison entre eux et les 200.000 exploiters, vous vous convaincrez aussitôt que chez ceux-là il y a beaucoup plus d'intelligence naturelle que chez ceux-ci. Mais ces derniers ont sur les premiers un grand avantage: *l'instruction*.

Certes, l'instruction est une force; et si mauvaise, si superficielle, si déformée que soit celle de nos hautes classes, il est indéniable qu'avec d'autres facteurs, elle permet à la minorité privilégiée de garder en main le pouvoir. Mais là se pose une question: pourquoi la minorité est-elle instruite et pourquoi l'immense majorité ne l'est-elle pas? Est-ce parce que la première est plus apte aux études que la seconde? Là encore, il suffit de poser la question de l'aptitude pour y répondre négativement. Le peuple est infiniment plus apte aux études que la minorité. Donc celle-ci bénéficie du privilège de l'instruction pour de toutes autres raisons. Quelles sont-elles? Il n'y en a qu'une et tout le monde la connaît: la minorité est placée dans des conditions qui lui donnent accès à l'instruction tandis que les masses populaires sont placées dans des conditions qui la lui interdisent, autrement dit, la minorité occupe la position avantageuse des exploiters et le peuple est la victime de l'exploitation. Cela veut dire que la position de la minorité exploiteuse par rapport au peuple exploité est antérieure au moment où la minorité a voulu, en monopolisant l'instruction, garder le pouvoir pour elle. Sur quoi donc cette minorité s'appuyait-elle avant cette époque? Uniquement sur la vertu de *l'union*.

Tous les Etats, présents et passés, ont eu pour principe fondamental et absolu *l'union*. C'est en vain qu'on va chercher la raison primordiale de la formation des Etats dans la religion. Il est certain que la religion, c.-à-d. l'ignorance, la superstition, et la bêtise du peuple engendrée par l'une et par l'autre, a beaucoup contribué à organiser l'exploitation systématique des masses populaires qu'on appelle l'Etat. Mais pour que la bêtise du peuple puisse être exploitée, il fallait absolument qu'il y ait sur place des exploiters *déjà unis* et en train de former un Etat.

Prenez cent imbéciles; parmi eux il s'en trouvera certainement quelques-uns ayant un peu plus de bon sens et qui, tout en étant des niais le seront moins que les autres; naturellement, ceux-là deviendront des chefs; et pour ce titre, ou plutôt pour cette situation, ils commenceront sans doute à se combattre aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris qu'ils se détruisent les uns les autres sans aucun profit ni pour eux ni pour ce qu'ils croient être leur cause. Mais dès qu'ils en auront pris conscience, ils chercheront à s'unir; certes, tous ne s'uniront pas et ils se diviseront en deux ou trois clans, sur la base de deux ou trois *associations*. Entre les clans, la lutte commencera fatalement, chacun d'eux employant tous les *moyens possibles*: le soutien, la corruption, le mensonge et, bien entendu, la religion pour attirer à soi la masse du peuple, c'est-à-dire tous les autres niais. Voilà comment débute l'exploitation étatique. Finalement, un parti, c'est-à-dire la forme d'organisation la plus large et la plus rationnelle, après avoir battu tous les autres, s'érigera en maître et formera un *Etat régulier*. Par un processus naturel, la victoire attirera du côté des vainqueurs beaucoup de monde du camp des vaincus; et si le parti qui l'a emporté sait se montrer intelligent,

il acceptera volontiers les transfuges; il donnera sa sympathie et toutes sortes d'avantages aux hommes les plus influents et les plus forts du parti des vaincus, classant ceux-ci selon leur genre d'occupation (c'est-à-dire selon les méthodes et les moyens auxquels ils sont habitués ou dont ils ont hérité pour exploiter plus ou moins consciemment tous les autres sots) soit dans l'ordre ecclésiastique, soit dans la milice du prince soit dans la noblesse ou le corps des marchands. Ainsi se forment les *classes étatiques* dont l'Etat sort tout fait. Une religion ou une autre expliquera ensuite, c'est-à-dire divinisera, l'acte de violence et de cette manière posera le fondement du *droit dit étatique*.

Affermies, les classes étatiques continueront à s'étendre et à se consolider sur le dos du peuple grâce à leur croissance naturelle et au droit de l'héritage. Les enfants et les petits-enfants des premiers membres de la classe deviendront par la suite et par conséquent dans une mesure toujours plus grande des exploiters du peuple plus encore par leur situation que par calcul ou plan sciemment préconçu. Ce complot préconçu se situera alors de plus en plus haut dans les hautes sphères gouvernementales et dans la minorité qui les touche de près; et il se transformera pour l'immense majorité des classes privilégiées en une exploitation de plus en plus coutumière, traditionnelle, rituelle, voire plus ou moins innocente.

Peu à peu et de plus en plus fort avec le temps, la majeure partie de ces exploiters, soit par naissance, soit par la situation dont ils ont hérité dans la société, commenceront à croire sérieusement *au droit historique et au droit de naissance*. Et non seulement eux, mais les masses qu'ils exploitent se mettront aussi à croire, sous l'effet de l'habitude, de la tradition et de l'action délétère des dogmes religieux *empoisonnés*, aux droits de leurs exploiters et oppresseurs; et elles continueront à y croire tant que la coupe de leurs maux ne débordera pas et que des souffrances de toute nature n'auront pas éveillé en elles un tout autre sentiment.

Ce sentiment nouveau naît et se développe dans les masses populaires avec une extrême lenteur. Des siècles passeront avant que ce sentiment ne s'éveille complètement; mais à partir du moment où il est éveillé, il brisera tout devant lui et nulle force ne pourra lui résister. C'est pourquoi la tâche principale qui incombe à l'Etat et à sa sagesse consiste précisément à empêcher par tous les moyens l'éveil d'un sentiment rationnel dans le peuple ou du moins à le retarder indéfiniment.

Quant à la lenteur que ce sentiment rationnel met à se développer dans le peuple, elle tient à deux causes: *Premièrement*, le peuple est accablé par son dur labeur et plus encore par les soucis de l'existence; *deuxièmement*, sa condition politique et matérielle le condamne à l'ignorance.

La misère, la faim, un travail épuisant, une gêne incessante suffisent pour abrutir l'homme le plus fort et le plus intelligent. Ajoutez à cela l'ignorance et vous serez étonné que ce malheureux peuple, fût-ce à pas lents, aille encore de l'avant et ne s'abêtisse pas encore davantage d'année en année.

Le savoir est une force; l'ignorance, la cause de l'impuissance sociale. Cela ne serait rien si, dans la société, tout le monde était plongé dans une ignorance identique. Alors le plus intelligent par nature deviendrait le plus fort. Mais étant donné que l'instruction des classes étatiques progresse constamment, la force la plus naturelle de l'intelligence du peuple perd tout son sens. Qu'est-ce que l'instruction sinon le capital cérébral, la somme des travaux intellectuels de l'ensemble des générations passées? Où a-t-on vu un esprit inculte, aussi puissant soit-il par nature, l'emporter dans un affrontement avec une force intellectuelle collective formée par des siècles? Voilà pourquoi on voit fréquemment un homme du peuple intelligent capituler devant un imbécile qui a reçu de l'instruction. L'imbécile le domine non par son propre esprit, mais par celui acquis auprès des autres. Cela n'arrive d'ailleurs que lorsqu'un moujik intelligent se heurte à un imbécile instruit sur des questions que lui ne connaît pas. Sur son propre terrain, là où rien ne lui échappe, le moujik est capable de battre une dizaine, voire une centaine de sots cultivés. Mais le malheur est qu'à cause de l'ignorance, l'aire de la pensée populaire est des plus restreintes. Le moujik intelligent voit rarement plus loin que son village, alors que l'être le plus borné ayant reçu de l'instruction est habitué à embrasser par son petit esprit les intérêts et la vie de pays entiers. L'ignorance empêche surtout le peuple de prendre conscience de la solidarité universelle qui est la sienne, de son immense force numérique; elle l'empêche de *s'unir* et d'organiser la révolte contre le vol et l'oppression organisées: contre l'Etat.

Tout Etat sensé et prudent recourra dès lors à tous les moyens possibles et imaginables pour maintenir intacte dans le peuple cette précieuse ignorance sur laquelle reposent son existence même et toute sa puissance.

De même que dans l'Etat, le peuple est voué à l'ignorance, de même les classes étatiques sont appelées de par leur propre situation, à faire avancer la civilisation étatique. Jusqu'ici l'histoire n'a pas connu d'autre civilisation que la civilisation de classe. Le vrai peuple, celui des travailleurs, n'a été jusqu'à présent pour cette civilisation qu'un instrument et une victime. Par son dur et âpre labeur, il crée la matière du progrès social qui, à son tour, accroît sans cesse davantage la domination des classes étatiques, et lui apporte, en guise de récompense, la misère et la servitude.

Si l'instruction de classe allait constamment de l'avant et que la conscience populaire soit mise dans

l'impossibilité de se développer dans la moindre mesure, l'esclavage du peuple n'aurait jamais de fin; par contre, à chaque génération nouvelle, cet esclavage deviendrait plus profond. Fort heureusement, les classes ne vont pas toujours de l'avant, et le peuple ne reste pas immobile. Dans le noyau de l'instruction de classe il y a un ver, tout d'abord à peine visible, mais qui a grossi avec lui et qui finira par le ronger complètement. Ce ver n'est rien d'autre que les privilèges, le mensonge, l'exploitation et l'oppression du peuple, autant de choses qui sont l'essence même de tout régime de classe et, dès lors, de toute la conscience qui en découle également.

Dans les premiers temps héroïques de la vie de classe, tout cela se fait peu sentir et on en a encore moins conscience. L'égoïsme de classe est caché au commencement de l'histoire par l'héroïsme de ceux qui se sacrifient non pour le bien du peuple, mais au profit et pour la gloire de la classe, qui, à leurs yeux constitue tout le peuple et hors de laquelle ils ne voient qu'ennemis et esclaves. Tels furent les fameux républicains de la Grèce et de Rome. Mais les temps héroïques passent vite et font place à des temps de plaisirs et de jouissances prosaïques quand les privilèges apparaissent sous leur vrai jour, engendrant l'égoïsme, la lâcheté, la bassesse et la bêtise. Peu à peu, l'énergie de classe tombe en décrépitude et dégénère en débauche et en impuissance.

Dans cette période de déclin de la classe, une minorité se dégage composée d'hommes non corrompus ou moins corrompus, d'hommes actifs, intelligents et généreux, qui font passer la vérité avant leurs propres intérêts et qui songent aux droits du peuple réduits à néant par les privilèges de classe. D'ordinaire ils commencent par tenter vainement d'éveiller la conscience dans la classe à laquelle ils appartiennent par la naissance; puis se rendant compte de la vanité de leurs efforts, ils se détournent d'elle, la répudient et deviennent des apôtres de l'affranchissement et de la révolte du peuple. Tels furent nos décebristes.

Si les décebristes échouèrent, ce fut pour deux raisons majeures. Premièrement, c'était quand même des nobles, et n'ayant aucun contact avec le peuple, ils connaissaient mal ses besoins. Deuxièmement, pour cette même raison, ils ne surent pas l'approcher, susciter en lui l'enthousiasme et la foi; ils lui tinrent un langage, le leur, qui n'exprimait pas ses pensées mais les leurs. Les véritables guides de l'affranchissement du peuple ne peuvent être que des hommes sortis de son sein. Mais de quelle manière peuvent se former les émancipateurs issus des profondeurs de l'ignorance populaire?

A mesure que l'intelligence et l'énergie des classes déclinent, s'accroît l'intelligence du peuple, puis sa force. Dans le peuple, quelle que soit la lenteur de l'évolution, et bien que l'instruction par le livre lui soit inaccessible, la marche en avant ne s'arrête jamais. Il a pour lui deux livres de chevet dans lesquels il ne cesse d'apprendre: le premier, c'est celui de son amère expérience, de sa misère, de son oppression, de ses humiliations, de sa spoliation et des souffrances que lui infligent journellement le gouvernement et les classes; le second, c'est celui de la tradition, vivante, orale, transmise de génération en génération et devenant chaque fois plus complète, plus sensée et plus vaste. Abstraction faite de très rares moments où le peuple, las de souffrir, entre en scène de son propre mouvement, il a été jusqu'ici dans tous les Etats, plutôt spectateur qu'acteur du drame historique; et quand il lui arrivait d'être acteur, c'était un peu comme ces figurants qu'on fait monter sur la scène pour y représenter la troupe ou la foule. Dans les luttes que les clans sociaux se livraient entre eux, le peuple, cela va sans dire, a toujours été appelé à la rescousse, et chacun de ses clans, aussi longtemps qu'il eut besoin de lui, lui promettait, bien sûr tous les biens de la terre; mais dès que <sup>12</sup> la lutte prenait fin par la victoire de tel ou tel clan ou par un arrangement entre eux, ces promesses étaient évidemment oubliées; bien plus, le peuple devait payer pour l'un et l'autre clan les pots cassés. La réconciliation ou la victoire n'était pas possible autrement qu'à ses frais. Il ne pouvait du reste en être différemment, et il en sera ainsi tant que les conditions politiques et économiques de la vie sociale n'auront pas changé fondamentalement.

De quoi peuvent discuter les clans sociaux? Uniquement de richesse et de pouvoir. Qu'est-ce que la richesse et le pouvoir sinon deux aspects inséparables de l'exploitation du labeur du peuple et de sa force inorganisée? Tous les clans sociaux ne sont riches et puissants que par la richesse et la force volée au peuple. Ainsi la défaite d'un clan est en même temps celle d'une partie de la force populaire. Les dégâts et la ruine signifient toujours la ruine d'une portion analogue des richesses du peuple. Quant à la victoire et à l'enrichissement du clan qui a eu le dessus non seulement elle n'apporte rien au peuple, mais encore aggrave sa situation: premièrement, parce qu'il est toujours le seul à faire les frais de la lutte; deuxièmement, parce que le clan victorieux, n'ayant plus de rival dans l'exploitation de la vie et de la force du peuple, se met à exploiter ce dernier avec plus d'énergie et d'impudence que jamais.

C'est l'expérience qu'ont faite toutes les masses populaires depuis le commencement de l'histoire; et le peuple, cet éternel écolier, n'arrive enfin à la conscience positive et à la claire notion des choses qu'à travers ces expériences dont chacune lui a valu Dieu sait combien de souffrance, de ruine et de sang.

A la base de tous les problèmes historiques, nationaux, religieux et politiques, il y a toujours eu pour le

monde du travail, comme pour toutes les classes, et même pour l'Etat et l'Eglise, le *problème économique*, le plus important, le plus vital de tous. La richesse a toujours été et est encore aujourd'hui la condition nécessaire de tout ce qui est humain: le pouvoir, la puissance, l'intelligence, le savoir, la liberté. Cela est d'autant plus vrai que l'Eglise idéale entre toutes, l'Eglise chrétienne, qui prêchait le dédain de tous les biens d'ici-bas, se mit de toute son énergie, dès qu'elle eut vaincu le paganisme et sur les ruines de celui-ci érigé sa puissance, à acquérir la richesse. La puissance politique et la richesse sont inséparables. Celui qui est puissant possède tous les moyens d'acquérir la richesse et il doit l'acquérir, car sans elle il ne conserverait pas longtemps la puissance. Qui est riche doit forcément être puissant, car si la force n'est pas de son côté, celui qui l'aura le dépouillera. De tous temps et dans tous les pays, le monde du travail a été impuissant parce qu'il était dans la misère et il demeurait misérable parce qu'il n'avait pas de force organisée. Peut-on dès lors s'étonner que dans tous les problèmes possibles et imaginables il ait vu et continue de voir avant tout et surtout le *problème économique*, le problème du pain quotidien.

Le peuple laborieux, cette éternelle victime de la civilisation, ce martyr de l'histoire est loin d'avoir toujours vu et compris ce problème comme il le comprend et le voit aujourd'hui; mais par contre, de tout temps il l'a senti avec la même intensité; et l'on peut dire que parmi tous les problèmes historiques, qui l'ont appelé jusqu'ici à prêter une assistance plus ou moins passive, le problème économique est le seul qu'il ait senti dans tous ses besoins et efforts instinctifs, sur le plan religieux comme sur le plan politique, et qu'il ait cherché à résoudre. N'importe quel peuple pris dans son ensemble et n'importe quel travailleur issu du peuple est *socialiste* de par sa condition. Et cette façon d'être socialiste est infiniment plus sérieuse que celle de ceux qui, en raison de tous les avantages que leur valait leur appartenance aux classes supérieures de la société, sont venus aux convictions socialistes par la filière de la science et de la pensée.

Je ne fais nullement fi de la science et de la pensée. Je sais que c'est surtout grâce à elles que l'homme se distingue de tous les autres animaux et je les considère l'une et l'autre comme les seuls phares de tout progrès humain. Mais je sais en même temps que, comme les étoiles, ces phares éclairent faiblement quand ils ne sont pas en harmonie avec la vie; je sais, dis-je, que la vérité qu'ils diffusent devient impuissante et stérile quand elle ne s'appuie pas sur la vérité telle qu'elle existe dans la vie. Contredire cette vérité condamne fréquemment et la science et la pensée au mensonge, aux sophismes et au service du mensonge, ou tout au moins à une lâcheté honteuse et à l'inaction. Ni la science ni la pensée n'ont une existence à part, dans l'abstrait; elles ne trouvent leur expression que dans l'individu; tout homme actif est un être indivisible qui ne peut à la fois chercher une vérité rigoureuse en théorie et mordre aux fruits du mensonge dans la pratique. Dans tout socialiste, même le plus sincère, qui appartient non par sa naissance (ce qui ne signifierait encore rien, car que de changements peuvent se produire en lui après sa naissance!) mais par sa condition réelle à quelque classe que ce soit de privilégiés, c'est-à-dire aux classes exploiteuses, vous découvrirez infailliblement cette contradiction entre la pensée et la vie; cette contradiction le paralysera à coup sûr, le réduira plus ou moins à l'impuissance et il ne pourra devenir un socialiste vraiment sincère et actif qu'en rompant résolument *tous ses liens* avec le monde des privilégiés et des exploités et en renonçant à tous les avantages que celui-ci confère.

Le travailleur n'a pas à renoncer à quoi que ce soit ni à se séparer de ceci ou de cela: il est *socialiste* par sa condition. Eternellement pauvre, humilié et opprimé, il est par instinct et en fait le représentant naturel de tous les miséreux, des humiliés et opprimés; or qu'est-ce que la question sociale si ce n'est celle de l'affranchissement définitif et intégral de tous les miséreux, des humiliés et opprimés? La différence fondamentale entre un socialiste instruit, appartenant, ne fût-ce que par son instruction, aux classes étatiques, et un socialiste inconscient issu du monde du travail, réside justement en ceci que le premier, tout en le voulant ne pourra jamais devenir entièrement socialiste, tandis que le second, quoique foncièrement socialiste, ne soupçonnera ni ne saura que la science sociale existe et même n'aura jamais entendu prononcer le mot socialisme. L'un sait, mais n'est pas; l'autre est, mais ne sait pas. Que vaut-il mieux? A mon avis, *être*. Partir d'une idée abstraite détachée de la vie et non soutenue par un besoin vital, pour déboucher dans la vie est pour ainsi dire impossible. Quant à la possibilité de passer de l'être à la pensée, elle est prouvée par toute l'histoire, précisément par l'histoire du monde du travail.

Toute la question sociale se ramène à un problème des plus simples. Partout et toujours les masses populaires ont été jusqu'ici vouées à la misère et à la servitude. Partout et toujours elles forment, comparées à la minorité des oppresseurs et exploités, l'immense majorité. C'est dire que la force numérique a toujours été, comme aujourd'hui, de leur côté. Pourquoi donc n'en ont-elles pas usé jusqu'à présent pour se débarrasser d'un joug ruineux et abhorré? Peut-on imaginer qu'il y eut une époque où elles aimaient ce joug, qu'il ne leur pesait pas? Ce serait contraire au bon sens, une chose contre nature. Tout ce qui vit aspire au bien-être et à la liberté; et pour ne pas haïr son oppresseur ou son voleur, point n'est besoin d'être un homme, il suffit d'être un animal. Dès lors, la longue patience des masses s'explique par d'autres raisons.



Une des principales est, sans aucun doute, l'ignorance du peuple. Par suite de cette ignorance, le peuple ne se conçoit point dans ses profondeurs comme une masse solidaire et toute-puissante par le fait même de sa solidarité; il est divisé par l'idée qu'il se fait de lui-même, comme il est divisé dans la vie par tout ce qui l'opprime. Cette double division est la principale cause de son impuissance quotidienne. Du fait de cette division, dans le peuple ignorant ou se trouvant au plus bas degré de l'instruction ou de l'expérience collective historique, chaque individu, chaque communauté rurale, chaque canton, voient dans les malheurs et les persécutions qui les assaillent quelque chose de personnel ou de particulier, et non pas un phénomène général qui les concerne tous au même point et dès lors doit les rassembler dans une seule entreprise, une seule résistance, une seule cause commune. Or c'est le contraire qui se passe: la région a les yeux fixés sur la région, la communauté, sur la communauté, la famille, sur la famille et l'individu, sur l'individu, comme sur un ennemi prêt à le persécuter et à le détrousser; et tant que dure cet isolement réciproque, il est facile à n'importe quel clan, classe ou pouvoir d'Etat, même à peine organisé représentant une quantité relative, voire infime d'individus, de terroriser, de duper et de persécuter des millions de misérables travailleurs.

La deuxième raison, elle aussi conséquence directe de cette même ignorance, est que le peuple ne voit ni ne connaît les principales sources de ses malheurs; et bien souvent il tourne sa haine contre les effets de la cause et non contre la cause elle-même, à l'instar du chien qui fréquemment mord le bâton et pas la main qui le frappe. C'est pourquoi les gouvernements, les castes, les partis qui ont fondé jusqu'ici leur existence sur la mystification du peuple ont pu très facilement tromper cette victime de tous les Etats et de tout système étatique. Ignorant les véritables causes de ses maux, le peuple ne pouvait connaître évidemment les voies et les moyens de s'en débarrasser; et il avançait à tâtons ou mieux encore se laissait mener de fausse route en fausse route; cherchant le salut là où il n'était point ni ne pouvait être, il se livrait lui-même sans le savoir à ses exploiters et oppresseurs.

Ainsi les masses populaires, mues par le même besoin social d'améliorer leur existence et de se libérer d'un insupportable joug, se laissaient traîner d'un phantasme religieux ou d'un régime politique, instauré pour les persécuter, dans un autre qui leur réservait les mêmes persécutions et souvent pires encore - tel un homme tourmenté par la maladie qui se tourne tantôt d'un côté tantôt de l'autre, dans l'espoir qu'il se sentira mieux et qui constate que chaque fois qu'il se tourne son mal empire.

Voilà ce qu'a été jusqu'à présent l'histoire du monde du travail dans tous les pays. L'histoire est impitoyable, atroce, odieuse; elle est capable de pousser au désespoir tous ceux qui cherchent en elle la justice humaine. Et tout de même il ne faut pas verser dans le désespoir. Aussi affreuse soit-elle, on ne saurait dire que l'histoire s'est déroulée en vain et n'a pas apporté le moindre avantage. Que faire si par nature l'homme est condamné à se frayer un chemin à travers les horreurs et les souffrances pour passer des ténèbres à la raison et de son animalité à son humanité! Après une longue suite d'erreurs historiques et de leurs inséparables maux, les masses ignorantes se sont peu à peu agglomérées. Il leur a fallu payer avec de la sueur, du sang, de la misère, de la faim, du travail servile, des souffrances et des hécatombes tout mouvement dans lequel les entraînait leur minorité d'exploiteurs. A défaut de livres, qu'elles n'auraient pas su lire, c'est sur leur propre peau que l'histoire a été écrite. De telles leçons ne s'oublient pas. Payant d'un tel prix toute nouvelle croyance, espérance ou erreur, les masses populaires parviennent, malgré des bêtises historiques, à la raison.

Une amère expérience leur a appris à connaître la vanité de toutes les croyances religieuses, de tous les mouvements politiques et nationaux. Après quoi, la question sociale s'est posée pour la première fois en termes clairs et précis à leur entendement; seule question qui corresponde à leur instinct primitif et ancestral, elle leur a été cachée au cours des siècles, depuis le début de l'histoire de l'Etat, par l'écran religieux, politique et patriotique. Cet écran a disparu et l'Europe entière est aujourd'hui face à face avec la question sociale.

Partout les masses populaires commencent à comprendre la cause réelle de tous leurs maux, à comprendre, dis-je, leur solidarité et à comparer leur nombre incalculable avec le nombre infime de leurs détresseurs séculaires..... Or si elles ont déjà atteint ce degré de conscience, qu'est-ce qui les empêche de s'émanciper dès à présent?

### ***Le manque d'organisation, la difficulté de se concerter et de s'entendre***

Nous avons vu que, dans toute société historiquement évoluée, par exemple dans tous les Etats européens d'aujourd'hui, la masse des individus est divisée en trois grandes catégories:

Une masse qui forme une immense majorité inorganisée, *exploitée*, mais non *exploiteuse*;

Une minorité relativement importante qui englobe *toutes les classes étatiques* et qui, à des degrés divers, est à la fois *exploiteuse* et *exploitée*, *oppressive* et *opprimée*;

Enfin, une toute petite minorité d'exploiteurs et d'opresseurs tout à fait conscients et d'accord entre eux, la haute *classe gouvernementale*.

Nous avons vu qu'à mesure que se forme et se développe la majorité qui constitue les classes étatiques, cette majorité se transforme en une masse semi-instinctive, voire étatiquement organisée, mais qui n'a pas réalisé son union et n'agit ni ne va de l'avant de façon consciente; si bien que face à la masse des travailleurs nullement organisée, elle continue à jouer son rôle d'exploiteur, mais elle exploite le peuple non plus selon un plan de classe préétabli ou en fonction d'un accord, mais selon la coutume et le droit traditionnel et juridique croyant en majeure partie à la légitimité et à la sainteté de ce droit; mais en même temps, face à l'oligarchie gouvernementale sciemment coalisée, elle fait plus ou moins figure passive d'exploitée et de victime. Mais étant donné que la majorité de classe, quoique insuffisamment organisée, a néanmoins infiniment plus de richesse, plus de liberté de mouvement, plus d'instruction et tous les moyens nécessaires pour comploter et s'organiser que le monde du travail, il est arrivé fréquemment que des séditions éclataient au sein des classes majoritaires et que les séditeux, après avoir vaincu le gouvernement, en installaient un autre, le leur, à sa place. Telles furent jusqu'ici toutes les révolutions de palais que l'histoire a enregistrées.

Rien de bon, évidemment, ne pouvait sortir pour le peuple de ces séditions et révolutions. Les séditions des classes majoritaires sont motivées par les humiliations qu'elles ont elles-mêmes subies et non par les humiliations du peuple; elles poursuivent les buts des classes privilégiées et non point les buts du peuple. Quels qu'aient été les conflits entre les classes, ou leurs séditions contre le pouvoir établi, aucune des révolutions de classe n'a eu et ne pouvait avoir pour objet l'abolition des fondements économiques et politiques de l'Etat, fondements qui rendent possible l'exploitation des masses misérables de travailleurs, c'est-à-dire l'existence même des classes et de leur régime. Si révolutionnaire qu'ait été l'état d'esprit des classes et quelle qu'ait été la haine qu'elles avaient pour telle ou telle forme d'étatisme, l'Etat est pour elles une chose sacrée: l'intégrité de l'Etat, sa puissance, tous ses intérêts sont à l'unisson regardés par elles comme hautement légitimes. Le patriotisme, c'est-à-dire le sacrifice de soi, de sa personne et de ses biens, pour des buts étatiques, a toujours été considéré jusqu'ici par elle comme la plus haute vertu.

C'est pourquoi pas une révolution, si violente et si audacieuse qu'elle ait pu être dans ses actes, n'a osé porter une main sacrilège sur l'arche sacrée de l'Etat: et étant donné que sans organisation, sans administration, sans armée et un nombre relativement important de personnes investies de l'autorité, autrement dit sans *gouvernement*, aucun Etat n'est possible, tout gouvernement renversé a toujours été remplacé par un autre plus sympathique ou plus utile aux classes victorieuses.

Mais si sympathique et si utile soit-il aux classes majoritaires, le nouveau gouvernement, une fois passée sa lune de miel, s'attirera fatalement leur colère. Car telle est la nature de toute autorité qu'elle la condamne à faire le mal. Et je ne parle pas du mal chronique du peuple: l'Etat, ce rempart des classes, et le gouvernement qui, en tant que défenseur des intérêts de l'Etat, infailliblement et indubitablement et quelle que soit sa forme, est toujours, pour le peuple une calamité. Je parle du mal qui frappe les classes elles-mêmes, pour le bien exclusif desquelles l'existence d'un Etat et d'un gouvernement est nécessaire; or quelle que soit cette nécessité, l'Etat pèse toujours lourdement sur elles; et tout en servant leurs intérêts primordiaux, il les presse et les opprime, bien entendu dans une moindre mesure qu'il presse et opprime le peuple.

Un gouvernement qui n'abuse pas de son pouvoir, qui n'opprime pas, qui ne pratique ni le favoritisme ni le vol, qui n'agit que dans l'intérêt général des classes et qui ne les oublie pas bien souvent pour la satisfaction exclusive de ceux qui sont à sa tête, un gouvernement de ce genre, dis-je, c'est la quadrature du cercle, un idéal irréalisable, car il est contraire à la nature de l'homme. Or, la nature de l'homme, de tout individu est telle que si vous lui donnez la moindre autorité sur vous, il vous opprimerà à coup sûr; et si vous le mettez dans une situation privilégiée, si vous le soustrayez à l'égalité, vous en ferez un coquin. L'égalité et pas d'autorité, telles sont les seules conditions de la moralité de tout individu. Prenez le plus farouche révolutionnaire et donnez-lui le trône de toutes les Russies, ou le pouvoir dictatorial dont rêvent tous nos blancs-becs de la révolution et en l'espace d'un an ce révolutionnaire sera pire qu'Aleksandr Nikolaevi...

Depuis longtemps les classes étatiques en sont convaincues et elles ont même tiré cette morale devenue proverbiale: "*le gouvernement est un mal nécessaire*" - nécessaire, une fois de plus pour elles, cela va sans dire, mais nullement pour le peuple, pour qui l'Etat, au nom duquel un gouvernement est indispensable, est un mal non pas nécessaire mais funeste. Si les classes pouvaient se passer de gouvernement et ne conserver que l'Etat, c'est-à-dire la possibilité et le droit d'exploiter le labeur du peuple, il va sans dire qu'elles ne songeraient pas à remplacer un gouvernement par un autre. Mais l'expérience historique (par exemple, la fin lamentable de la République nobiliaire de Pologne) leur a montré qu'un Etat ne peut exister sans gouvernement, l'absence d'un gouvernement engendre l'anarchie et l'anarchie mène à la destruction de l'Etat, c'est-à-dire à l'asservissement d'un pays par un autre Etat, comme il en fut pour la

malheureuse Pologne, ou à l'émancipation totale de tous les travailleurs et à l'abolition des classes comme il en sera bientôt, espérons-le, dans l'Europe entière.

Pour atténuer dans la mesure du possible les maux sociaux qu'engendre fatalement tout gouvernement, les classes étatiques ont imaginé diverses formes de régime et de constitution qui, aujourd'hui, condamnent les Etats européens à balancer entre l'anarchie de classe et le despotisme gouvernemental; l'édifice de l'Etat en est à tel point ébranlé que même des vieux comme nous peuvent espérer être des témoins et des auxiliaires de sa liquidation définitive. Mais il est hors de doute que lorsque l'heure de la destruction sonnera, l'immense majorité de ceux qui appartiennent aux classes étatiques, se serreront, si haïssables que soient pour eux les gouvernements existants, autour de ces derniers et les défendront contre le monde déchaîné du travail afin de sauver l'Etat, pierre angulaire de leur régime de classe.

Pourquoi un gouvernement est-il nécessaire au maintien de l'Etat? Parce qu'aucun Etat ne peut exister *sans complot permanent*, dirigé, cela va sans dire, contre les masses laborieuses, au nom de l'asservissement et de la spoliation desquelles tous les Etats sans exception existent; et dans chacun d'eux, le gouvernement n'est rien d'autre que le complot permanent de la minorité contre la majorité spoliée et asservie par ladite minorité. La nature même de l'Etat montre clairement qu'il n'y a jamais eu et ne peut y avoir d'organisation étatique qui ne soit pas foncièrement opposée aux intérêts du peuple et envers laquelle les masses populaires, consciemment ou non, ne nourrissent pas une profonde haine. Les masses étant encore si peu évoluées, il arrive que non seulement elles ne s'insurgent pas contre l'Etat, mais vont, semble-t-il, jusqu'à l'entourer de respect et d'amour; elles attendent de lui la justice et le châtement, donnant ainsi l'impression d'être pénétrées de sentiments patriotiques. Mais examinez de près l'attitude réelle de n'importe quel peuple, même le plus patriote, envers son Etat et vous verrez qu'il n'aime et ne révère en lui que l'idée qu'il s'en fait et nullement son comportement. Sa véritable nature, dans la mesure où celle-ci le touche vraiment de près, le peuple la déteste toujours et il est prêt à tout moment à l'anéantir, pour peu que la force organisée du gouvernement n'y fasse obstacle.

Nous avons vu que plus la minorité exploiteuse, la minorité de classe, s'accroît dans l'Etat, moins elle devient apte à en assumer la gestion. La multiplicité et la diversité des intérêts de classe engendrent des divergences et celles-ci provoquent à leur tour le désordre, l'anarchie, l'affaiblissement de l'organisation étatique nécessaire au maintien du peuple spolié dans l'obéissance. C'est pourquoi l'intérêt de toutes les classes sans exception exige absolument qu'au sein de celles-ci se forme une minorité *gouvernementale* encore plus cohérente, capable, en raison de son petit nombre, de *s'entendre*, de s'organiser et d'organiser au profit des classes et contre le peuple la puissance de l'Etat.

Tout gouvernement a un double objectif: le premier, essentiel et hautement proclamé, c'est la sauvegarde et le renforcement de l'Etat, de la civilisation et de l'ordre public, c'est-à-dire la domination systématique et légale des classes sur le peuple exploité par elles. Le second, presque aussi important que le premier aux yeux du gouvernement bien qu'on ne l'avoue pas volontiers, c'est la protection de ses privilèges particuliers et de *l'oligarchie qui le compose*. Le premier objectif concerne l'intérêt général des classes privilégiées; quant au second, il ne va pas au-delà de la vanité et des privilèges personnels des gouvernants. Par son premier objectif, le gouvernement n'entre en conflit qu'avec le peuple; par le second il va à la fois contre le peuple et contre les classes; et il y a même dans l'histoire des périodes où, pour atteindre cet objectif, le gouvernement devient encore plus hostile aux classes privilégiées qu'au peuple. Il en est ainsi quand les classes, mécontentes, cherchent à le renverser ou à amoindrir son autorité. Alors l'instinct de la conservation l'oblige parfois à perdre de vue son premier objectif qui est pourtant sa raison d'être, à savoir, la défense de l'Etat, ou la domination des classes, et les privilèges contre le peuple révolté. Mais ces périodes ne durent pas longtemps, car le gouvernement, quel qu'il soit, ne peut exister sans les classes et celles-ci sans le gouvernement. A défaut d'autre chose, ce dernier fonde une classe bureaucratique, dans le genre de la noblesse russe de nos jours.

Toute la tâche du gouvernement se ramène à ceci : Par quels moyens d'organisation les plus réduits et les plus efficaces et avec quelles forces puisées dans le peuple tenir ce dernier dans la soumission et maintenir l'ordre; et en même temps, comment d'une part préserver l'indépendance, je ne dis pas du peuple, dont il ne saurait être question, mais de son Etat contre les visées ambitieuses des puissances voisines; et, comment d'autre part élargir les possessions de l'Etat aux dépens des dites puissances. En un mot, la guerre au dedans, la guerre au dehors, voilà ce qu'est la vie d'un gouvernement.

Celui-ci a besoin de s'armer jusqu'aux dents et d'être constamment sur le qui-vive, contre les ennemis intérieurs et extérieurs. Respirant lui-même la persécution et le mensonge, il ne peut faire autrement que de voir dans chaque individu, au dedans comme au dehors, un ennemi, et de comploter contre tout le monde.

Mais la haine que se vouent mutuellement les Etats et les gouvernements qui les dirigent, ne saurait être comparée à celle que nourrit chacun d'eux contre le peuple laborieux; et de même que deux classes

privilégiées qui se font la guerre sont prêtes à oublier leur inimitié irréductible devant la révolte de la masse laborieuse, de même deux Etats et gouvernements directement aux prises seront prêts à se tendre la main pour peu que chez l'un d'eux éclate la révolution sociale. Pour tous les gouvernements, les Etats et les classes, quels qu'en soient la forme et le prétexte, et peu importe au nom de quoi, la soumission du peuple et son maintien en servitude est la question qui prime toutes les autres, car c'est une question de vie ou de mort pour tout ce qui s'appelle aujourd'hui civilisation ou civisme.

Pour atteindre ce but, tout est permis. Ce qui dans la vie privée se nomme infamie, bassesse, crime, devient pour les gouvernements noblesse, vertu, devoir. Machiavel avait mille fois raison de dire que l'existence, la prospérité et la force de *tout* Etat, qu'il soit monarchiste ou républicain, sont fondées sur le crime. La vie de tout gouvernement est par nécessité une suite ininterrompue de bassesses, d'infamies et d'actes criminels contre tous les peuples étrangers, et surtout contre son propre peuple laborieux. Il y a là un complot permanent contre le bien-être du peuple et sa liberté.

La science gouvernementale s'est formée et perfectionnée pendant des siècles. Je ne crois pas qu'on puisse me taxer d'exagération si je la qualifie de science de la grande filouterie d'Etat, science mise au point au cours de la lutte incessante de tous les Etats présents et passés et sur la base de leur expérience. Cette science c'est l'art de détrousser le peuple de telle façon qu'il le sente le moins possible et de ne pas lui laisser le moindre superflu, car tout superflu lui donnerait une force supplémentaire; c'est aussi l'art de ne pas lui enlever ce qui est strictement nécessaire à sa misérable existence et à la production continue des richesses<sup>3</sup>; c'est l'art de recruter dans le peuple des soldats et de les organiser au moyen d'une discipline factice et de former une armée, force fondamentale de l'Etat destinée à servir contre le peuple et à le mater; c'est l'art, dis-je, de répartir intelligemment et rationnellement quelques dizaines de milliers de soldats sur les points importants du territoire, de maintenir dans la crainte et dans la soumission des millions d'individus, de couvrir des pays entiers d'un vaste réseau bureaucratique, et comment, parallèlement à ces institutions, à ces réglementations et mesures bureaucratiques, entortiller, dissocier et réduire à l'impuissance les masses populaires de façon qu'elles ne puissent ni se concerter, ni s'unir, ni bouger, qu'elles restent toujours dans une ignorance relative, salutaire pour le gouvernement, pour l'Etat et les classes privilégiées, ainsi qu'à l'écart de toute idée neuve et de tout homme actif.

Tel est l'unique objectif de tout système gouvernemental et du complot permanent du gouvernement contre le peuple. Et ce complot que le monde considère comme légitime et dont on ne se donne même pas la peine de dissimuler les effets et de s'en désolidariser, s'étend, au dehors, à toute l'activité diplomatique et, au dedans, à toute l'administration, qu'elle soit militaire, civile, policière, judiciaire, financière, universitaire, ou religieuse.

Contre cette gigantesque organisation, disposant de toutes les armes possibles et imaginables, morales et matérielles, licites et illicites, et pouvant compter le cas échéant sur l'appui unanime ou presque de toutes les classes étatiques, doit combattre le peuple misérable, certes innombrable par comparaison, mais désarmé, ignorant et manquant complètement d'organisation! La victoire est-elle possible? Ou la lutte seule est-elle possible?

Il n'est pas question que le peuple s'est réveillé, qu'il a enfin pris conscience de sa misère et de ses causes. C'est encore peu, il faut de la force. Certes, il y a dans le peuple assez de force spontanée; celle-ci est incomparablement plus grande que la force du gouvernement, celle des classes comprise; mais faute d'organisation, la force spontanée n'est pas une force réelle. Elle n'est pas en état de soutenir une longue lutte contre des forces beaucoup plus faibles mais bien organisées. Sur cette indéniable supériorité de la force organisée sur la force élémentaire du peuple repose toute la puissance de l'Etat.

C'est pourquoi la condition première de la victoire du peuple c'est *l'union* ou *l'organisation des forces populaires*.

Cette organisation est aujourd'hui en train de s'opérer en Europe grâce à *l'Association internationale des Travailleurs*. Voyons de quelle manière elle peut être menée à bien en Russie.

---

**La conception des doctrinaires révolutionnaires et des positivistes**, dans les rangs desquels ont passé aujourd'hui les doctrinaires les plus capables et les plus instruits est surtout fondée sur les trois règles suivantes:

- 1) "Tout peuple a le gouvernement que, suivant son degré d'instruction, il peut avoir;
- 2) "Tout gouvernement est l'expression directe de la somme ou de la conjonction des besoins du peuple;

---

<sup>3</sup> Soyons reconnaissants à notre gouvernement de respecter si mal cette règle d'or (Note de Bakounine).

3) "Tout gouvernement est le produit de l'équilibre qui s'est établi entre les diverses forces sociales".

Les doctrinaires déduisent de tout cela qu'aussi longtemps que dans un pays donné *le degré d'instruction, la tendance des besoins populaires et l'équilibre des forces sociales* n'évoluent pas, le gouvernement ne peut subir de changements.

Sur le premier point, je constate que l'expression "instruction du peuple" est des plus ambiguës. En effet, de quelle instruction s'agit-il? De l'instruction par le livre ou par l'expérience historique? S'il s'agit seulement de la première, qu'on ne vienne pas nous parler d'instruction populaire, mais d'instruction pour les classes. Dans tous les Etats d'Europe et même des Etats-Unis, l'instruction du peuple par le livre est aujourd'hui quasiment nulle. Même en Angleterre et en France (et nous ne parlons pas de l'Italie, de l'Espagne, de la Turquie d'Europe, de la Hongrie, de l'Autriche, de la Pologne et de la Russie), la plus grande partie des masses populaires ne sait ni lire ni écrire. En Allemagne du Nord et du Sud, une fraction importante de ces masses lit, écrit, apprend le catéchisme et sait compter; en Suisse et en plus forte raison aux Etats-Unis, on ajoute à cela, avec le catéchisme républicain, quelques notions géographiques et grands faits historiques. Or je vous le demande, peut-on dire, par exemple, qu'en Allemagne les masses populaires soient politiquement plus développées qu'en France ou en Angleterre? Absolument pas. Je dirai au contraire qu'exception faite de ces centaines de milliers d'ouvriers et de paysans allemands qui ont émigré en Amérique et qui, par suite de ce changement de pays et de milieu, ont reçu, semble-t-il, un nouveau souffle et une nouvelle orientation, le développement et le sens politiques du peuple allemand, malgré son degré relatif d'instruction, sont bien inférieurs à ceux du peuple illettré de la France et de l'Angleterre.

Enfin, est-ce que le fait de savoir machinalement lire, écrire et compter, même si on y ajoute cette chose inepte et corruptrice qu'est le catéchisme, représente une instruction réelle dont on peut vraiment parler? Qu'on veuille bien comparer ce maigre savoir avec la somme de connaissances que dans les hautes sphères on exige aujourd'hui de toute personne tant soit peu instruite et on verra que le savoir du peuple, même dans les pays les plus avancés du monde, égale zéro. Du point de vue des connaissances livresques, l'homme du peuple le plus intelligent aura l'air d'un niais devant le premier blanc-bec venu sorti de l'université, devant n'importe quel imbécile diplômé. C'est pourquoi ceux qui prennent pour critère de la capacité politique du peuple son degré d'instruction doivent finir par se convaincre qu'aucun peuple au monde n'est encore en mesure de se diriger lui-même et qu'il appartient aux classes instruites de le gouverner. Or étant donné qu'aucun gouvernement ni une seule des classes étatiques n'a l'envie ni le temps de s'occuper sérieusement de l'instruction du peuple; attendu au contraire qu'elles ont de bonnes raisons de ne pas y tenir, car l'instruction du peuple aurait fatalement pour conséquence de mettre fin à leur pouvoir; et enfin, compte tenu que le peuple lui-même, par suite de son genre d'occupation et de sa condition actuelle, n'a ni les moyens, ni le temps, ni même le désir de posséder la science qu'enseigne le livre, la conclusion qui s'impose est que les masses populaires ne s'affranchiront jamais du joug des classes privilégiées, ce qu'il importait de démontrer en se plaçant au point de vue du doctrinarisme livresque.

Allons plus loin. Si l'on fait de l'instruction par le livre le critère de l'aptitude à gouverner, on aboutit à un étrange résultat. En effet, si l'on prend l'ensemble des classes dites instruites, trouve-t-on en elles beaucoup de personnes tellement cultivées, c'est-à-dire qui ont retenu et compris ce qu'on leur a enseigné et qui l'ont assimilé? La majeure partie de ces gens là sont des perroquets volubiles et par leurs diplômes des mandarins chinois. Et d'ailleurs est-il vrai que cette science représente un progrès, qu'elle leur donne la capacité et le droit de gouverner? Dès lors c'est tout juste si dans l'Europe entière il se trouvera quelques centaines d'individus aptes à diriger les affaires du monde! Mais premièrement, les imbéciles instruits qui sortent des classes étatiques ne voudront jamais l'admettre, et même s'ils l'admettaient, les gens capables ne tarderaient pas à devenir des imbéciles comme eux, car tout pouvoir exclusif, à plus forte raison toute autorité, fondé sur un diplôme universitaire a le don de faire de braves gens, des brutes et des êtres intelligents, des imbéciles.

Certes, si l'instruction du peuple était la condition préalable de son émancipation, tous les peuples, sans exception, seraient alors condamnés à une servitude sans issue et sans fin: ils resteraient dans l'ignorance en raison même de leur servitude et dans cette servitude en raison de cette ignorance.

Mais fort heureusement, les peuples s'instruisent et se développent, comme on l'a vu, moins par le livre que par la science de l'expérience historique, par des siècles d'existence et d'épreuves. Si c'est cela qu'on entend par "instruction du peuple", alors je serai tout à fait d'accord sur le *premier point* avec messieurs les doctrinaires. Toutefois, en partant de ce critère, *pris dans cette acception*, nous n'aboutirons certainement pas aux résultats auxquels ces doctrinaires *instinctivement* aspirent, à savoir, *la domination de la doctrine, de la science sur la vie; la domination d'une intelligentsia savante sur la société.*

En effet, du degré d'instruction du peuple basée sur l'expérience historique dépend son aptitude à s'affranchir rationnellement. Le peuple qui n'a pas encore vécu historiquement, qui en est encore par exemple

au stade de l'antropophagie, ne comprendrait goutte si l'on venait lui parler de solidarité de tous les travailleurs de la terre, de la nécessité d'abolir le joug de la propriété et du capital, de détruire tous les Etats et la civilisation des classes étatiques. Il va sans dire que si vous alliez tenir le *même langage* à l'homme du peuple français, ou anglais, ou allemand, intelligent mais illettré, il ne vous comprendrait pas d'avantage. Or dites-lui la même chose, mais en termes moins abstraits, avec des mots simples s'appliquant à son existence quotidienne, alors il vous comprendra à coup sûr, et même plus à fond, d'une façon plus vivante et plus complète que vous comprenez vous-mêmes. Il vous comprendra parce que tout ce qui semble être des abstractions s'accordera avec ses passions, formées historiquement par son instinct, trouvera mille confirmations dans son expérience quotidienne et historique, donne une réponse aux aspirations qui lui torturent le plus l'esprit et le coeur, promettra pour bientôt la fin de ses malheurs, de ses humiliations, de ses souffrances; correspondra enfin, dis-je, à l'idée qu'il se fait de la justice et d'un ordre social digne de ce nom. Prenez la peine de causer avec lui sérieusement, aidez-le autant qu'il le faut mais pas plus, à exprimer ses sentiments intimes, ses aspirations et ses besoins vitaux, et vous vous apercevrez <sup>23</sup> qu'il est plus sérieusement et plus profondément socialiste que vous. L'expérience quotidienne m'a convaincu que sous ce rapport, les masses populaires ne sont pas perverties par l'instruction petite-bourgeoise ni corrompues par les intérêts de la petite bourgeoisie, qu'elles sont non pas à la remorque mais en tête de toutes les classes dites instruites.

Je le dis positivement, et cela s'applique non seulement aux travailleurs français, allemands, mais aussi et sans la moindre exception à tous les travailleurs d'Europe, y compris notre moujik, esprit sensé s'il en fut et socialiste-né.

Qu'en découle-t-il? Simplement ceci que le premier point de nos sages doctrinaires se ramène en fait au second, à savoir que le degré d'instruction réelle, autrement dit le degré d'expérience historique de chaque peuple, se traduit effectivement par ses *besoins*.

Le second point dit en effet que *tout gouvernement est l'expression directe de la somme ou de la conjonction des besoins du peuple*.

Ce point paraît encore plus ambigu que le premier. Qu'entend-on par *besoin du peuple*? La somme des besoins de la population entière d'un Etat sans distinction de classe et de condition? Est-ce vraiment possible? N'avons-nous pas constaté ou ignorons-nous que partout et toujours les besoins du peuple laborieux s'opposent directement à ceux des classes étatiques? Et en y regardant de plus près, ne voit-on pas qu'entre les besoins des classes elles-mêmes les contradictions ne manquent pas? Mais nous laisserons de côté ces nuances secondaires pour nous arrêter sur un antagonisme fondamental et irréductible qui creuse un abîme entre les tendances des classes étatiques et les besoins du peuple. De quelle manière le gouvernement pourra-t-il accorder ces besoins avec ces tendances, en somme concilier l'inconciliable? Est-il nécessaire de démontrer que les intérêts du peuple et ceux des classes sont incompatibles? Il suffit de jeter un coup d'oeil sur ce qui se passe en Europe pour s'en convaincre. Essayez, je vous en prie, de concilier les intérêts des travailleurs et du travail avec ceux des possédants et du capital. Ces derniers ne sont-ils pas précisément et exclusivement fondés sur le moyen de vivre du labeur d'autrui, de l'asservir, c'est-à-dire sur la servitude effective des travailleurs?

La même incompatibilité règne en Russie. Essayez de mettre d'accord le moujik avec le grand propriétaire, avec le koulak ou le marchand qui le vole, l'ouvrier avec le fabricant, le schismatique avec le pope; essayez de les mettre d'accord tous ensemble avec le fonctionnaire qui, au profit de l'Etat ou du sien les dépouille; essayez de mettre d'accord, dis-je, le peuple avec l'Etat qui l'enfoncé dans la boue et le suce jusqu'à la moelle. Après tout, qu'a été de tous temps l'histoire intérieure de la Russie sinon une incessante révolte des travailleurs contre l'Etat et les classes privilégiées? Comment peut-on parler de besoins identiques? Parlez-nous plutôt des besoins des classes étatiques, à la satisfaction desquels l'Etat, depuis des temps immémoriaux, a sacrifié et continue de sacrifier la vie, le droit et les élémentaires besoins du peuple; et tirez-en la conclusion, conforme à la saine logique et à l'histoire, que tous les Etats et tous les gouvernements sans exception, et tout d'abord notre Etat panrusse, notre gouvernement national, est l'expression la plus fidèle des appétits de classe au détriment et en dépit des aspirations du peuple, de ses désirs et de ses besoins.

Par là même, le deuxième point des doctrinaires se ramène à leur troisième point qui dit que "*tout gouvernement est le produit de l'équilibre qui s'est établi entre les diverses forces sociales*".

Sur ce point je suis entièrement d'accord; et m'appuyant là-dessus j'appelle à la lutte avec l'espoir de battre tous ces révolutionnaires enfoncés jusqu'au cou dans le doctrinarisme. Pour mieux délimiter le champ de bataille, je me bornerai autant que possible à ne citer que des preuves et des exemples tirés de l'histoire et de la réalité russes.

**Abordant l'analyse des diverses forces sociales sur lesquelles repose la puissance de notre gouvernement**, nous devons examiner et trancher une question des plus importantes:

Qui a raison?

Ceux qui prétendent qu'il n'y a rien de commun entre le peuple et notre gouvernement et que leurs rapports réciproques se bornent à une haine irréductible, d'une part, et à une implacable oppression, de l'autre?

Ou ceux qui affirment, au contraire, qu'il y a toujours eu dans notre peuple et qu'on y trouve encore une confiance aveugle dans le gouvernement et une sorte d'amour divin pour le tsar et la famille impériale; quant à la haine du peuple, elle va uniquement à la noblesse, aux grands propriétaires et à ceux qui directement exécutent les ordres du gouvernement et la volonté du tsar?

Ou enfin, ceux qui soutiennent une opinion intermédiaire, tout en ne croyant pas à un attachement excessif du peuple envers le tsar, et moins encore envers le gouvernement, et qui admettent jusqu'à un certain point que le peuple voit plutôt d'un mauvais oeil tout ce que fait ou entreprend ledit gouvernement; ceux-ci pensent toutefois que soit en raison de ses habitudes historiques soit du fait que, dans son malheur, il ne voit pas d'autre issue, le peuple attend quand-même aide et protection uniquement du gouvernement et de la volonté souveraine du tsar?

Si ce sont les premiers qui ont raison, le soulèvement du peuple deviendra tôt ou tard nécessaire. Si ce sont les seconds, ce soulèvement sera tout à fait impossible. Si enfin, c'est l'opinion des troisièmes qui s'avérera juste, le soulèvement sans être forcément impossible, sera de toute façon problématique.

Laissant de côté pour l'instant l'attitude du peuple envers le tsar, je crois pour ma part qu'il n'y a pas le moindre doute quant à sa haine profonde et irréductible du peuple contre le gouvernement, le monde officiel et en général contre tout ce qui représente chez nous l'Etat et en est l'expression, donc contre l'Etat lui-même.

A vrai dire, il ne peut en être autrement. Qui donc connaissant tant soit peu l'histoire et la réalité russes ne voit pas que depuis la fondation de l'Etat moscovite jusqu'à nos jours, le peuple, son droit, sa volonté et son bien-être, voire sa vie furent constamment sacrifiés par l'Etat? Qui a donné à la noblesse la terre du peuple? L'Etat. Qui a asservi les paysans à cette même noblesse? L'Etat. Qui a réprimé de la façon la plus cruelle les paysans si longtemps patients et si souvent martyrs, quand, poussés <sup>25</sup> au désespoir par l'implacable et sauvage fureur de leurs maîtres, ils se soulevaient contre eux? Encore l'Etat. Qui ruine le peuple par le recrutement, la dîme et la taille, ainsi que par une administration de voleurs? Qui entrave et paralyse le moindre de ses mouvements au moyen d'une bureaucratie la plus insolente et la plus impitoyable et la plus oppressive du monde? Qui a délibérément sacrifié et continue de sacrifier des dizaines, voire des centaines de milliers d'hommes pour atteindre des buts dits nationaux? Toujours ce même Etat. Qui a foulé aux pieds les coutumes et les libres croyances du peuple? Qui l'humilie et le blesse dans tout son être? L'Etat. Pour qui tout droit du peuple est-il égal à zéro et sa vie ne vaut-elle pas un liard? Pour l'Etat.

Se peut-il après ça que le peuple ne haïsse pas l'Etat, ne haïsse pas le gouvernement? Non, cela ne se peut pas.

Mais, dira-t-on, notre peuple est comme le chien qui mord le bâton qui le frappe et non la main qui s'en sert pour le battre; il haït tous les petits et moyens fonctionnaires qui appliquent les ordres du gouvernement, mais en même temps il a sinon de l'amour du moins une admiration superstitieuse entremêlée de crainte pour le haut clergé, les fonctionnaires militaires et civils de haut rang, qui à ses yeux représentent le souverain, et en général les sphères gouvernementales.

Un tel raisonnement est absurde et en même temps contraire à tous les faits connus. Certes, quand fut promulgué l'édit relatif au pseudo-affranchissement des paysans et lorsqu'on en donna lecture sur les places publiques et dans les églises, ainsi que dans toutes les villes et tous les villages de l'Empire; lorsque le peuple qui depuis si longtemps et si impatiemment attendait la liberté, découvrit la supercherie et pensa tout d'abord qu'il ne pouvait s'agir d'un oukase authentique écrit en lettres d'or et revêtu du sceau, lui aussi d'or, mais d'un édit fabriqué et truqué par la noblesse et la classe des fonctionnaires à sa dévotion, on vit alors, en beaucoup d'endroits, les moujiks attendre qu'un général ou tout autre dignitaire vienne leur apporter au nom du souverain le véritable édit impérial et la vraie liberté. Mais que découle-t-il de tout cela? Nullement que les moujiks avaient mis leur confiance dans les généraux et les dignitaires: ils ne voyaient en eux que des messagers de l'Empereur leur apportant l'oukase; et ces généraux et dignitaires auraient passé un mauvais quart d'heure si, au moment où la déception s'empara du peuple, ils n'avaient pas eu pour se protéger contre sa colère, les baïonnettes et les balles.

D'une façon générale, le peuple russe a une idée des plus confuses et point du tout favorable du gouvernement suprême. Il n'y voit qu'un conglomerat de nobles huppés et fripons détournant la volonté du tsar et la dirigeant contre lui à leur profit. Depuis la fondation de l'Etat moscovite, le peuple ne peut pas

sentir l'administration des nobles: "Contre les boyards, s'écrivaient entre eux les districts et les régions au temps des troubles sous les faux Dmitrij, nous marcherons ensemble". Depuis lors l'attitude du peuple à l'égard des boyards et du gouvernement suprême n'a pas changé. Le peuple n'a pas de respect pour le gouvernement, mais bien entendu il le craint. Et en effet il lui est impossible de ne pas le craindre. Jusqu'à présent toute la force et le manche du knout, ne sont-ils pas les mains du gouvernement? Comment donc ne craindrait-il pas le knout! Mais faites seulement que le peuple prenne confiance en sa propre force, |<sup>26</sup> montrez-lui que l'on peut arracher le knout, arracher la force des mains du gouvernement, et vous verrez en quelle estime il le tient.

Mais, dira-t-on, le peuple russe est très religieux, et l'Eglise de même que le clergé auxquels il est traditionnellement attaché sont incontestablement du côté du gouvernement et lui lient le peuple. Tout ceci est faux. Premièrement la preuve est loin d'être faite que tout le clergé soit du côté du gouvernement. Nous en parlerons plus loin quand nous ferons l'analyse des classes. Deuxièmement, il n'est sûrement pas exact de dire que le peuple ait un attachement quelconque pour l'Eglise d'Etat et le moindre respect pour le clergé orthodoxe. Tout cela est démenti par l'ampleur que le schisme a prise en Russie et par l'indéniable mépris en lequel le peuple tient les popes; et enfin il n'est pas vrai que notre peuple soit religieux. Quiconque connaît tant soit peu la Russie doit savoir, au contraire, que de tous les peuples d'Europe, le peuple grand-russe est précisément le moins religieux.

Il est certain que si le clergé a des choses agréables à dire au peuple, celui-ci les écoutera volontiers; mais il est non moins sûr que lorsque le clergé lui tient le langage du gouvernement, de l'administration et de la noblesse, un langage antipopulaire, le peuple le prend en haine et quand il s'en sent la force, est prêt à l'exterminer, comme l'ont fait Stepan Timofeevi... Razin et Emel'jan Puga...ev

Enfin, dira-t-on encore: c'est vrai, le peuple haïssait le gouvernement jusqu'à l'avènement au trône d'Aleksandr Nikolaevi..., mais cette haine est devenu de l'amour depuis que "par la volonté du tsar-libérateur l'aube de la liberté a lui pour des millions de travailleurs résignés et un nouveau soulèvement à la Puga...ev est aujourd'hui impossible"<sup>4</sup>.

Des phrases aussi odieuses ne peuvent s'écrire que dans des publications officielles ou vendues au gouvernement. Et il faut avoir toute honte bue pour les répéter alors que la condition du peuple en Russie, en raison même de ce faux affranchissement, est devenue insupportable; que complètement ruiné, il est contraint de payer deux fois et même trois fois plus qu'elle ne vaut la glèbe qu'on lui impose et à laquelle il était jusqu'ici attaché; que deux fois plus écrasé qu'auparavant par la taille due à l'Etat et aux zemstvos; que dépouillé tant par le grand propriétaire voisin que par le koulak et le marchand, le mandataire de la communauté rurale et le fisc (qui met à l'encan tout ce qu'il possède, jusqu'à sa dernière vache et son dernier oreiller pour récupérer l'arriéré des impôts); alors, dis-je, que livré aux cours martiales et condamné à la flagellation pour le simple fait de refuser la terre (dont on lui a fait un si gracieux présent en l'obligeant à la payer deux ou trois fois son prix), et que sur toute l'étendue de la Russie le peuple meurt de faim et se sauve dans les forêts!

Aujourd'hui plus que jamais, le peuple hait le gouvernement. Je dirai plus: cette haine commence à s'étendre au tsar.

Certes, longtemps ce malheureux peuple russe a vécu dans l'idée qu'il se faisait du tsar et il a payé par des siècles de souffrances le fait d'y avoir cru. Voici ce qu'à ce sujet j'écrivais en 1862, avant le soulèvement de la Pologne et aussitôt après les premiers incendies, alors que la politique d'Alexandre II n'avait pas encore eu le temps de montrer sa vraie nature<sup>5</sup>.

"Le peuple russe est par excellence un peuple réaliste. Il a besoin de consolations terrestres; le dieu-tsar d'ici-bas, cette image au demeurant quelque peu idéale, bien que sous une forme charnelle et une figure humaine, est en elle-même la plus cruelle ironie par rapport au tsar réel. Le tsar idéal du peuple russe est un genre de Christ terrestre, un père nourricier du peuple, qui ne pense qu'au bonheur de ce dernier et à l'amour qu'il a pour lui; il lui aurait depuis longtemps donné tout ce à quoi il aspire, à savoir, la terre et la liberté. C'est lui-même un pauvre, sans liberté: le boyard malfaisant et le méchant fonctionnaire le tiennent à leur merci. Mais le jour viendra où, se ressaisissant et appelant son peuple à l'aide, il anéantira les nobles, les popes et toutes les autorités. Et alors commencera pour la Russie *l'âge d'or de la liberté*. C'est là ce que le peuple attend du tsar... Or voilà près de deux siècles remplis d'indicibles tourments qu'il guette de la bouche du tsar le mot qui le sauvera; mais aujourd'hui, quand tous ses espoirs, toutes ses attentes ont été ravivés par la promesse antérieure du tsar acceptera-t-il d'attendre plus longtemps? Je ne le crois pas".

<sup>4</sup> Voir l'article: "Le comte Panin", dans le fascicule de mai du *Russkij Vestnik* (Note de Bakounine).

<sup>5</sup> Voir ma brochure: *Narodnoe Delo - Romanov, Pugatchev, ili Pestel'?* Aujourd'hui je ne l'écrirais plus. Bien des choses depuis sont devenues claires et j'ai entre-temps beaucoup appris (Note de Bakounine).



Depuis, sept ans se sont écoulés. Et l'on doit rendre cette justice à Aleksandr Nikolaevi... qu'il a fait de grands efforts et s'est donné beaucoup de mal pour dévoiler et présenter dans toute son odieuse nudité la notion de l'Etat, en particulier celle de l'Etat panrusse, et surtout pour tuer dans le peuple cette malheureuse foi en le tsar.

En effet, il fut un temps où la parole du tsar pouvait être toute puissante dans le peuple. Au cours de quatre années entières, de la mort de Nicolas I à la promulgation de l'édit trompeur sur l'affranchissement, Alexandre II fut l'idole, on peut même dire le Christ du peuple. Le peuple unissait et réunissait en lui tout ce que son imagination historique lui disait de son tsar-libérateur. Situation admirable presque sans précédent, mais en même temps au plus haut degré dangereuse. L'empereur Alexandre était donc obligé de faire beaucoup pour le peuple afin de ne pas tomber de la façon la plus honteuse du piédestal où la confiance et les espoirs du peuple l'avaient placé... Mais il ramassa une de ses bûches dont il ne put se relever de lui-même, brisant ainsi à jamais, espérons-le, dans le coeur du peuple, l'image que celui-ci se faisait de lui.

Si j'écrivais pour des lecteurs étrangers, je leur narrerais comment, tout en recourant à des mesures néfastes, inspirées par la haine du peuple, à des prescriptions et à des actes qu'on aurait dit intentionnels, l'empereur Alexandre II, comme mû par des intentions révolutionnaires secrètes et par la volonté d'extirper du coeur du peuple la foi en le tsar, arriva à ceci que le peuple qui, même après l'édit du 19 février, était resté longtemps dans le doute, attribuant tous les méfaits du tsar à ses exécutants, finit par comprendre que la cause principale de tous ces maux était le tsar lui-même et se mit, enfin, à le prendre en haine. <sup>28</sup> Pour mes compatriotes résidant en Russie, ce récit est superflu. Ils furent et sont encore témoins des actes criminels du tsar et de la désillusion du peuple.

La personne de l'empereur Alexandre II nous est désormais chère et sacrée; et nous sommes prêts à entonner avec l'Eglise orthodoxe le péan lui souhaitant longue vie. De même qu'auparavant tout l'amour et la confiance du peuple se portaient sur le nouveau tsar, de même aujourd'hui toute la haine du peuple, poussé au désespoir par la profonde désillusion qu'Alexandre II a lui-même provoquée, est tournée contre lui... Que le Très-Haut continue pour l'instant à le protéger, et que lui-même persévère avec autant de zèle que jusqu'ici à servir, à sa manière, la cause de la révolution!

Mais dira-t-on, si le tsar modifiait tout à coup le système gouvernemental et qu'il se mît à régner dans l'intérêt du peuple, à satisfaire, par des mesures et des édits appropriés, ses aspirations et ses besoins essentiels, celui-ci continuerait-il à le haïr? Certainement pas: on peut même dire que le peuple lui pardonnerait tout le passé; de nouveau il mettrait tous les crimes perpétrés par le tsar au compte de traîtres vendus à la noblesse, et il se remettrait à l'aimer beaucoup plus qu'auparavant. Malheureusement, le sens politique est encore très peu développé dans notre peuple et la claire notion de la liberté *politique* lui fait encore défaut. Il ne revendique aujourd'hui que la liberté pleine et entière de vivre. Et peu lui importe que cette vie libre se réalise avec ou sans l'empereur!

Dans ce cas, objectera-t-on, qu'est-ce qui empêche Aleksandr Nikolaevi... de modifier le système gouvernemental et qui vous dit qu'il ne le fera pas? Et si ce n'est lui, ce sera le prince héritier qui le fera.

Or tout est là que ni l'un ni l'autre ne peuvent rien modifier du tout. Il ne leur est pas possible de reculer d'un pouce du système actuel sans détruire la totalité de l'Etat. Certes, ils peuvent permettre et dans une certaine mesure accomplir encore beaucoup de réformes et, en cas de besoin, aller jusqu'à donner une Constitution inspirée par la noblesse et la classe des marchands, ou un parlement copié sur celui de Napoléon, voire de Bismarck... Mais ils ne peuvent rien pour le peuple.

Que demande le peuple? En 1862, le *Kolokol* a répondu, et très bien, à la question: "Le peuple demande la terre et la liberté!" Rien de plus. Mais réfléchissez à ce que signifient ces mots. Le peuple demande la terre, *toute la terre*, ce qui veut dire qu'on doit ruiner, déposséder et anéantir la noblesse et de nos jours non seulement la noblesse, mais aussi une importante partie des marchands et des koulaks qui viennent du peuple, qui bénéficient de nouveaux privilèges, qui sont devenus à leur tour de grands propriétaires, non moins détestés du peuple et pour autant que cela soit possible encore plus oppresseurs que les grands propriétaires d'autrefois.

Le peuple demande la liberté, une liberté qui en soit *vraiment* une, c'est-à-dire pleine et entière, ce qui signifie, qu'il faut détruire l'administration et toute l'armée; ce qui signifie qu'il faut abolir l'Etat; or sans Etat, il n'y a pas de souverain possible; de là découle cette conclusion que pour faire quelque chose de sérieux et de nature à donner satisfaction au peuple, l'empereur et toute sa dynastie devraient, avec l'Etat tout entier, aller au diable.

Mais ils sont incapables d'un tel acte de courage; et dès lors plus ils régneront, plus vive et plus profonde s'accumulera contre eux la haine du peuple; et elle continuera à s'accumuler tant que l'explosion populaire n'aura pas tout à fait sauté.

Mais le peuple russe est-il capable de faire la révolution? Là-dessus il n'y a pas, semble-t-il, le

moindre doute à avoir. Depuis l'époque du faux Dmitrij jusqu'à nos jours, nous n'avions invariablement qu'un seul révolté contre l'Etat: le peuple des campagnes et la bourgeoisie des villes. La révolte des décembristes fut la seule exception, au suprême degré héroïque, mais en même temps, au point de vue populaire, stérile, car elle fut beaucoup plus la résultante de l'influence de l'étranger que de la vie du peuple. Après elle, il n'y eut et n'y aura plus de mouvements déclenchés par la noblesse. Quant au peuple, il n'a jamais cessé de se soulever. Il s'est soulevé massivement et victorieusement à deux reprises: une fois derrière Sten'ka [Razin], une autre fois, derrière Pugatchev. Au début, il battit les troupes de l'Etat, puis il fut battu par elles, parce qu'il n'y avait pas chez lui la moindre organisation. Vaincu la dernière fois sous le règne de Catherine II, il ne cessa jamais de protester contre le joug des classes étatiques, contre tous ceux qui représentaient l'Etat, c'est-à-dire contre l'Etat lui-même, et de se révolter localement chaque année, ses révoltes étant toujours brisées, mais sans cesse renouvelées sous une forme ou une autre. Ainsi, la question n'est pas de savoir si le peuple est capable de se soulever, mais s'il est apte à former une organisation qui puisse assurer la victoire du soulèvement, une victoire qui soit non pas éphémère, mais durable et définitive. Là précisément est, peut-on même dire exclusivement, tout le fond de notre question vitale.

Il va sans dire que j'y reviendrai. Mais tout d'abord voyons ce que sont les forces que la révolte du peuple devra affronter.

De toutes les classes qui exploitent le peuple russe, la *noblesse*, cela va sans dire, vient en tête. Classe historique et combien vénérable! Sur sa vertu, on peut se renseigner auprès du moujik; sur son honnêteté, son esprit d'indépendance et ses sentiments magnanimes, auprès du gouvernement; quant à son courage civique, l'histoire en dit long. Un jour un intendant que je connaissais vint me voir. C'était un homme actif et intelligent; fils de serfs, qui, étant encore serf, gérait tous les biens de son maître et dirigeait son maître lui-même. Il disait souvent: "Quand je regarde tous ces nobles, je me dis: quelle classe *corrompue!*" Oui, corrompue! Il serait difficile de trouver une autre classe qui allât à ce degré la morgue à la platitude, l'incapacité à la présomption, le vide intellectuel au plus pur égoïsme, la vantardise à la lâcheté, la cruauté tatare à une caricature de libéralisme occidental; de trouver, dis-je, une autre classe si plate devant la moindre autorité et en même temps si hautainement féroce à l'égard du peuple, jusqu'au jour, bien entendu, où celui-ci, à bout de patience, montrera sa force.

Kolb estime qu'il y a en Russie 880.000 nobles des deux sexes, à titre héréditaire ou individuel. La plus grande partie d'entre eux appartient aux sphères bureaucratiques et aux couches supérieures de l'armée. Quant aux grands propriétaires anoblis, on n'en compte pas plus de 120.000 du sexe masculin. Parmi eux, d'après une statistique déjà ancienne, 4.000 tout ou plus disposent de 500 à 1.000 âmes: quatre milliers au grand maximum peuvent être considérés comme riches ou très à l'aise. La noblesse moyenne qui, avant l'édit affranchissant les serfs, vivait dans l'aisance grâce à leur labeur, est aujourd'hui ruinée dans la proportion des deux tiers; elle ne comprend même pas 20.000 propriétaires. Les 96.000 autres ont toujours été pauvres et aujourd'hui ils sont dans la misère. Leur degré d'instruction est très bas; ils ne bénéficient d'aucune faveur, l'accès à la fonction publique leur est fermé, si bien que fréquemment ces ex-seigneurs se vendent aujourd'hui aux paysans pour prendre la place de leurs fils lors du recrutement, se faisant soldats pour de l'argent.

Sur 440.000 nobles à titre héréditaire ou individuel du sexe masculin, plus de la moitié (environ 250.000 âmes) se trouve à présent dans une situation critique et sans issue. Depuis l'abolition du servage, ils n'ont plus d'intérêt commun avec le gouvernement; si bien que par la force des choses ils sont d'année en année de plus en plus poussés dans notre camp. Que surgisse un nouveau Sten'ka Razin, agissant en son nom personnel ou au nom d'une collectivité, peu d'entre eux marcheront contre lui; par contre, beaucoup le rejoindront.

Environ 120.000 nobles appartiennent à la petite administration et aux couches d'officiers subalternes; tous vivent de leur emploi; les militaires, de leur maigre solde; les civils, de leurs appointements, à qui vient s'ajouter tout ce qu'ils tirent du trésor qu'ils volent et de la spoliation du peuple. J'y reviendrai quand je parlerai de la bureaucratie et de l'armée.

A peu près 50.000 ou 60.000 nobles appartiennent à ce qu'on appelle aujourd'hui la noblesse moyenne. C'est une classe à moitié ruinée, sans l'être encore complètement, qui livre un combat désespéré contre ce qui, dans les conditions actuelles, condamne l'existence économique de la grande propriété. La moitié de ces propriétaires terriens vivent sur leurs domaines et les font valoir tant bien que mal. L'autre moitié, sans doute la plus forte, est au service de l'Etat ou des entreprises privées: certains de ceux qui la composent se consacrent aux sciences et aux lettres. Formés dans les universités ou dans les écoles militaires, ils deviennent plus ou moins des adeptes du libéralisme doctrinaire ou du socialisme livresque; parmi eux, rares sont ceux capables de se sacrifier sincèrement et entièrement à la cause de la révolution.

Une minorité assez importante de la noblesse instruite adhère au parti dit des planteurs.

Au-dessus de ces catégories sociales qui forment la noblesse moyenne se tiennent de cinq à sept mille nobles, en tout cas moins de dix mille, les plus riches et les plus huppés; ceux-là ne sont pas ruinés ou à peine. Ils ont en somme conservé leur fortune, non point grâce à leur compétence administrative et à leur activité, mais pour de toutes autres raisons. Premièrement, parce que l'importance de leur fortune et l'ampleur de leurs propriétés leur a permis de supporter mieux que d'autres la crise qu'a entraînée pour les grands propriétaires l'édit du 19 février; deuxièmement et principalement parce qu'occupant les premières places et les plus lucratives dans le service de l'Etat et à la cour, volant les roubles non par dizaines, non par centaines, non par millions, mais par dizaines et centaines de mille, ils ont pu, ce qui est tout naturel, maintenir leur ancien train de vie et même développer en dépit de leur tendance et de celle de toute la noblesse russe à jeter l'argent par la fenêtre.

Ce tas peu important d'individus forme notre aristocratie, notre canaille des hautes sphères de l'Etat et de la cour. Découvrir dans cette jungle une personne tant soit peu convenable est un hasard des plus rares. Là s'est agglutiné et développé dans d'odieuses proportions toute la vacuité héréditaire, toute la férocité et la lâcheté de notre brave noblesse russe.

Le degré d'instruction de ces aristocrates domestiqués est très bas, encore plus bas que celui de la classe nobiliaire moyenne. Ces messieurs n'ont jamais le temps de lire ou d'étudier. Tous leurs instants sont pris par leurs occupations serviles ou par de sales intrigues. Il va sans dire que presque tous appartiennent à la catégorie des plus fieffés, des plus farouches réactionnaires d'Etat. Tous sont des Muravev, des Mezentzov, des Shouvalov, des Potapov, des Toumashev, des Trepov... sinon encore en fait, du moins par l'envie qui les pousse et l'état d'esprit qui les anime - et en dépit de leur évidente férocité, prêts qu'ils sont à avaler tout le monde et à massacrer le peuple entier pour plaire au souverain, et surtout pour servir leurs propres intérêts, ils n'ont quand même pas une force qui leur soit propre ni précisément une force de classe. Ce sont de simples goujats et la goujaterie n'a jamais permis nulle part de former un bloc. Ce sont de vils poltrons qui ne vivent que de la puissance et des deniers de leur seigneur et maître, le tsar. Or à la première défaite que subira ce maître, ils se cacheront dans tous les coins.

*La moyenne noblesse* est quelque chose de plus sérieux; et si les nobles russes étaient tant soit peu une force, c'est là qu'il faudrait la chercher. Mais en vain la chercherions-nous: cette force n'existe pas.

Le libéralisme de la noblesse est impuissant et n'a pas le moindre point d'appui en Russie. Certes dans la période héroïque de son développement, du temps des décembristes, ce libéralisme a fait surgir une phalange d'hommes d'une vaillance, d'une abnégation et d'une énergie peu communes, qui ne se contentant pas de rêver, crurent passionnément à la cause, surent se résoudre à l'acte suprême, au sacrifice de soi, qui firent tout ce qui était en leur pouvoir de faire et qui cependant ne purent créer une force. Immense, mais inorganisée, la force était dans le peuple. Quant à la force organisée, elle était du côté du gouvernement. Coincés entre le gouvernement et le peuple, les décembristes marchèrent contre le premier, sans s'être unis au second et sans autre force que celle de leurs convictions. Ils succombèrent.

Depuis le début de leur sublime entreprise jusqu'à son dénouement tragique, les décembristes étaient irrémédiablement perdus. Leur cause, comme toute cause intègre inspirée par l'amour de l'humanité et de la liberté, a porté incontestablement ses fruits en semant dans les futures générations le grain de l'émancipation. Mais eux, ils devaient périr.

Après les décembristes, le libéralisme héroïque de la noblesse instruite dégénéra en libéralisme livresque, en doctrinarisme plus ou moins savant. Dès lors son impuissance bien entendu ne fit que croître: le verbe devint acte de courage; l'esprit raisonneur, l'intelligence; la parole creuse, l'éloquence; et les lectures, l'action. La cause réelle fut oubliée; bien plus, on se mit à la mépriser; et du haut d'une satisfaction métaphysique de soi, on regarda toutes les idées révolutionnaires, toutes les tentatives hardies de protestation publique comme des fanfaronnades puérides. J'en parle en connaissance de cause, car dans les années 30, emballé par l'hégélianisme, je versai moi-même dans cette erreur. Dans ces mêmes années 30 vit le jour en Russie, alors sous le joug de l'administration de Nicolas I, la théorie des *objectivistes* selon laquelle tous les faits historiques s'expliquent par une nécessité qui logiquement rejette de l'histoire la part revenant aux grandes actions individuelles et n'admet qu'une seule force réelle, inéluctable et souveraine: *la raison objective qui se détermine d'elle-même*, théorie très opportune pour ceux qui, ayant peur d'agir, doivent trouver aux yeux des autres et aux leurs, des excuses à leur honteuse inaction.

*La théorie des objectivistes* continue aujourd'hui encore à corrompre une grande partie de la jeunesse instruite de la noblesse russe. La nature de cette théorie est restée la même: seules ont changé la présentation scientifique et la terminologie. De mon temps tout s'expliquait selon Hegel par la raison objective qui se déterminait d'elle-même; aujourd'hui tout s'explique, selon Comte, par l'enchaînement ou par la conséquence

fatale des facteurs naturels ou sociaux. *Manifestement*, dans l'un et dans l'autre système, il n'y a pas de place pour l'action individuelle<sup>6</sup> L'une ou l'autre exégèse est un excellent prétexte pour ceux qui redoutent l'action.

Dès lors, ne nous étonnons pas si la majeure partie de notre jeunesse privilégiée, si notre noblesse instruite adopte généralement, sauf rares exceptions, la théorie des objectivistes. Le grand propriétaire, le possédant, l'individu casé ou qui a l'espoir de l'être, n'a pas du tout besoin de la révolution. Au contraire, les uns et les autres doivent être contre elle, car la question de la révolution revêt aujourd'hui partout et en Russie, plus que n'importe où, un caractère avant tout économique et social, c'est-à-dire destructeur de toutes les situations et fonctions privilégiées. Pour que ces messieurs en arrivent à vouloir la révolution, il faudrait que l'idée de justice devînt chez eux une ardente aspiration et qu'en dépit de tous les avantages de leur situation s'enflamme, dans leur cœur, la passion de la destruction.

De telles choses ne sont pas impossibles mais elles sont rares. La brillante phalange des décembristes appartenait indubitablement à la catégorie des individus qui sacrifient tout au triomphe de l'idée. Mais n'oublions pas que les conceptions des décembristes avaient surtout et presque exclusivement un caractère politique et héroïque; et que depuis la fondation dans l'histoire des premiers Etats, la passion politique a toujours eu le don de provoquer, précisément dans les classes supérieures ou privilégiées, des actes sublimes d'abnégation. N'oublions pas non plus que les décembristes vivaient et agissaient à une époque où, dans la classe instruite de l'Europe entière, le souffle du libéralisme héroïque dominait; c'était l'époque du Tugendbund et du carbonarisme; c'était aussi celle où les noms de Sand, Morelli, Pepe, des comtes Balbo et Santarosa, Riego et Manin, Bolivar, La Fayette et Botzaris étaient prononcés avec une ferveur quasi mystique dans l'Europe entière.

---

<sup>6</sup> C'est à cette conclusion que mène sans aucun doute le système métaphysique de Hegel. Là c'est l'Absolu qui intervient; et partout où ce personnage décide, il ne peut y avoir ni possibilité ni place pour l'action individuelle. Beaucoup d'adeptes du verbiage scientifique de Comte aboutissent fréquemment et même très volontiers, mais tout à fait à tort et sans la moindre logique, à cette même conclusion. C'est eux précisément que, dans l'article: "La Science et le Peuple", paru dans le premier numéro du *Narodnoe Delo*, j'appelais les popes de la science" (Note de Bakounine).